



# RÈGLES DE GOUVERNANCE

*(Approuvées par le Conseil et en vigueur au 29 juillet 2021)*



## Définitions

Les mots et expressions utilisés dans les présentes Règles qui sont des termes définis (indiqués par une lettre majuscule initiale) ont le sens qui leur est attribué dans les Statuts et les Définitions d'application générale. Toutefois, pour ce qui est des mots et expressions ci-dessous, leur signification est la suivante :

### **Bureau de l'Unité d'intégrité**

Le bureau de l'Unité d'intégrité de l'athlétisme décrit à l'Article 73 des Statuts.

### **Comité des rémunérations**

Le comité du Bureau exécutif qui est chargé de conseiller ce dernier sur les questions de rémunération, par délégation du Bureau exécutif.

### **Comité des risques**

Le comité du Bureau exécutif chargé de conseiller ce dernier sur les risques encourus par World Athletics.

### **Comité d'audit et des finances**

Le comité du Bureau exécutif décrit comme tel ou le ou les comités du Bureau exécutif chargés de conseiller le Bureau exécutif sur les audits et les finances de World Athletics.

### **Commission**

Un groupe de personnes nommées par le Conseil afin de fournir expertise et conseils au Conseil, et qui est établi et fonctionne en conformité avec les Règles, y compris la Commission des athlètes.

### **Commission de la gouvernance**

La commission décrite à la Règle 5.9.3.

### **Commission des athlètes**

La commission décrite à la Règle 5.9.4.

### **Commission des compétitions**

La commission décrite à la Règle 5.9.1.

### **Commission du développement**

La commission décrite à la Règle 5.9.2.

### **Congrès électoral**

La réunion du Congrès tenue tous les quatre (4) ans au cours de laquelle les élections ont lieu tel que prévu à l'Article 36 des Statuts.

### **Déclarations publiques**

Les déclarations ou commentaires qui sont destinés à être communiqués au grand public ou à une partie du grand public, que ce soit par écrit, verbalement ou par des moyens technologiques, y compris sur les réseaux sociaux.

### **Directeur général**

Le directeur général de World Athletics, tel que décrit dans la partie VIII des Statuts.

### **Directeurs**

Les membres du Personnel qui occupent un haut poste de direction au sein de World Athletics.

### **Exercice financier**

L'exercice financier de World Athletics qui se déroule du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

### **Groupes de travail**

Les groupes nommés par le Conseil pour entreprendre une tâche ou un projet spécifique qui ne sont pas des Commissions.

### **Normes internationales d'audit**

Les normes professionnelles de réalisation des [audits d'états financiers](#) publiées par la [Fédération internationale des experts-comptables](#) (IFAC) par l'intermédiaire du [Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance](#) (IAASB).

### **Officiel en exercice**

Toute personne qui occupe un poste d'Officiel au sein de World Athletics.

### **Organe indépendant**

L'un des organes suivants de World Athletics, sauf indication contraire dans les présentes Règles :

- (a) Le Panel de vérification d'éligibilité, y compris le Panel de sélection ;
- (b) Le Panel de nomination ;
- (c) Le Panel de surveillance des élections ;
- (d) L'Unité d'intégrité (y compris le Bureau de l'Unité d'intégrité) ;
- (e) Le Panel de nomination au Bureau de l'Unité d'intégrité ;
- (f) Le Panel de nomination au Bureau exécutif ;
- (g) Le Tribunal disciplinaire, y compris son secrétariat.

### **Officiels internationaux**

Les officiels de World Athletics lors des Compétitions internationales mentionnées dans la Règle 3 des Règles de compétition.

### **Panel de nomination**

Le panel décrit à la Règle 6 des présentes Règles.

### **Panel de nomination au Bureau de l'Unité d'intégrité**

Le panel décrit à l'Article 74 des Statuts.

### **Panel de nomination au Bureau exécutif**

Le panel décrit à l'Article 60 des Statuts.

### **Panel de sélection**

Le panel décrit à l'Article 67.6 des Statuts chargé des Vérifications d'éligibilité des membres potentiels et actuels du Panel de vérification d'éligibilité conformément aux Statuts et aux Règles de vérification d'éligibilité.

### **Panel de vérification d'éligibilité**

Le panel décrit à l'Article 66 des Statuts chargé de la Vérification d'éligibilité conformément aux Statuts et aux Règles de vérification d'éligibilité.

### **Personne concernée**

A le sens qui lui est donné dans le Code de conduite en matière d'intégrité.

### **Plan mondial pour l'athlétisme**

Le plan d'orientation et d'action en faveur du développement de l'Athlétisme partout dans le monde.

### **Plan stratégique**

La stratégie et le plan pour la direction de World Athletics sur une période déterminée, tel que décidé par le Conseil.

### **Premier vice-président**

La personne décrite à l'Article 55.5 des Statuts.

### **Président**

Le président de World Athletics décrit à l'Article 50 des Statuts.

### **Procédures opérationnelles standard**

Les procédures écrites qui sont susceptibles d'être adoptées de temps à autre par le Conseil, notamment par exemple le calendrier des réunions du Conseil, le processus de fixation de l'ordre du jour, la forme des documents de réunion et les procès-verbaux du Conseil.

### **Rapport annuel du Conseil**

Le rapport présenté par le Conseil au Congrès conformément à l'Article 79 des Statuts.

### **Règle**

Toute Règle contenue dans les présentes Règles de gouvernance et « **les présentes Règles** » a le même sens, sauf mention expresse contraire.

### **Règles et Règlements**

L'ensemble des règles et règlements de World Athletics, sauf mention expresse contraire.

### **Règles techniques**

Les Règles qui décrivent les règles techniques des compétitions d'athlétisme telles qu'elles sont énoncées dans les Règles de compétition.

### **Responsable de la conformité à l'éthique**

La personne nommée par World Athletics pour superviser la mise en œuvre des règles relatives à la conformité à l'éthique, y compris l'élaboration et le maintien des politiques et procédures qui en découlent, et la fourniture de formation, d'orientation et de conseils *ad hoc*.

### **Site Internet**

Le site Internet de World Athletics ([www.worldathletics.org](http://www.worldathletics.org) ou tout autre site Internet décidé par World Athletics).

### **Statuts**

Les statuts de World Athletics (anciennement l'IAAF) qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, connus sous le nom de « Statuts » (sauf mention contraire), y compris toute modification qui pourrait y être apportée.

### **Vice-président**

Le vice-président de World Athletics décrit à l'Article 55 des Statuts.

## 1. **Objet des présentes Règles**

- 1.1 Les présentes Règles ont pour objet d'énoncer, dans la mesure où cela n'est pas déjà prévu dans les Statuts :
- 1.1.1 Le rôle, les fonctions et les procédures du Conseil ;
  - 1.1.2 Le rôle, les fonctions et les procédures du Bureau exécutif, y compris le Panel de nomination au Bureau exécutif ;
  - 1.1.3 La structure, le rôle, la composition et les procédures des Commissions et des Groupes de travail ;
  - 1.1.4 La composition, le rôle et les procédures du Panel de nomination ;
  - 1.1.5 Le rôle, les fonctions et les procédures relatives aux audits ;
  - 1.1.6 Les normes applicables en matière de transparence ;
  - 1.1.7 Les règles relatives aux entités apparentées à World Athletics ;
  - 1.1.8 Les règles relatives aux cas de violation et au règlement des litiges.

## 2. **Application des présentes Règles**

- 2.1 Les présentes Règles s'appliquent à tous les Officiels, y compris au Personnel, aux membres des Commissions, aux membres des Groupes de travail, aux autres personnes visées par les présentes Règles ou à celles qui bénéficient d'une délégation de pouvoir en vertu des présentes Règles.

## 3. **Conseil**

### **Aperçu**

- 3.1 La présente Règle 3 énonce les règles applicables au Conseil et aux Membres du Conseil concernant :
- 3.1.1 Le programme d'orientation et le consentement écrit ;
  - 3.1.2 Le champ d'application des travaux du Conseil ;
  - 3.1.3 Les procédures applicables au déroulement des réunions ;
  - 3.1.4 Le rôle d'interface du Conseil vis-à-vis du Directeur général et du Personnel ;
  - 3.1.5 Le rôle d'interface du Conseil vis-à-vis des Organes indépendants ; et
  - 3.1.6 Les Règles concernant l'autorité, la communication et les médias.

### **Programme d'orientation et consentement écrit**

- 3.2 Conformément à l'Article 41 des Statuts, le Conseil compte 26 Membres, soit le Président, quatre (4) Vice-présidents et treize (13) Membres individuels du Conseil qui sont chacun élus lors d'un Congrès électoral, ainsi que les six (6) Présidents d'Association continentale (élus par

leur Association), le Président et un membre de la Commission des athlètes (élus par la Commission des athlètes). Dans les deux (2) mois suivant chaque Congrès électoral, le Directeur général doit prendre les dispositions nécessaires pour que chaque Membre du Conseil se soumette à un programme d'orientation en tant que Membre du Conseil. Ce programme a pour objectif de permettre à chaque Membre du Conseil de se familiariser avec son rôle, ses fonctions et responsabilités, les Règles et Règlements, le Plan stratégique et le budget, et les questions dont le Conseil est actuellement saisi.

- 3.3 Au terme du programme d'orientation, tous les Membres du Conseil seront tenus de signer une lettre de consentement ou de nomination dans laquelle ils s'engagent à s'acquitter activement de leurs fonctions, à agir au mieux des intérêts de World Athletics et à se conformer à l'ensemble des Règles et Règlements, ainsi qu'à tout autre aspect administratif pertinent ou nécessaire.

### Champ d'application des travaux du Conseil

- 3.4 L'Article 40.1 des Statuts définit le rôle du Conseil qui est de « régir l'Athlétisme », comme énoncé dans la partie V des Statuts. En particulier, la partie V énonce les pouvoirs et responsabilités du Conseil (Article 47.2 des Statuts).

- 3.5 Le Conseil décide du processus par lequel il s'acquittera de ses responsabilités, sauf dans la mesure prévue par les présentes Règles. Les procédures particulières énoncées aux Règles 3.5.1 à 3.5.8 s'appliquent à certaines responsabilités du Conseil énumérées ci-dessous :

#### 3.5.1 Plan mondial pour l'athlétisme

- a. Le Plan mondial pour l'athlétisme est un plan d'orientation et d'action en faveur du développement de l'Athlétisme partout dans le monde. (Article 85 des Statuts). Il définit la vision et les objectifs pour l'Athlétisme à l'échelle mondiale et les mesures qui doivent être prises par les entités responsables pour atteindre ces objectifs, y compris, mais sans s'y limiter, les Associations continentales et les Fédérations membres.
- b. Il incombe au Conseil d'élaborer le Plan mondial pour l'athlétisme qui sera soumis pour approbation au Congrès (Article 47.2(b) des Statuts).
- c. Le Plan mondial pour l'athlétisme couvrira une période dont la durée sera décidée par le Conseil, mais qui sera généralement de huit (8) ou douze (12) ans. Il sera soumis pour approbation au Congrès ordinaire tenu l'année suivant chaque deuxième Congrès électoral. En vertu des présentes Règles, le premier Plan mondial pour l'athlétisme sera approuvé lors du Congrès ordinaire de 2021 pour la période de 2022 à 2030.
- d. Le Conseil consultera les Fédérations membres et les Associations continentales dans le cadre de l'élaboration du Plan mondial pour l'athlétisme.

#### 3.5.2 Plan stratégique

- a. Le Plan stratégique définit la stratégie et le plan d'action de World Athletics qui sera mis en œuvre dans une période de temps dont la durée sera décidée par le Conseil (Article 86 des Statuts – Définitions spécifiques). Il couvrira habituellement une période de quatre (4) ans entre chaque Congrès électoral.

- b. Il incombe au Conseil d'approuver le Plan stratégique, sur recommandation du Bureau exécutif, et de suivre régulièrement les progrès réalisés (Article 47.2 (c) des Statuts).
- c. Le Bureau exécutif est chargé d'élaborer un projet de Plan stratégique conformément à la Règle 4.18.1 des présentes Règles, qui sera soumis au Conseil au plus tard six (6) mois avant son entrée en vigueur.
- d. Le Conseil approuve le Plan stratégique (y compris tout amendement au projet proposé par le Bureau exécutif) au plus tard trois (3) mois avant son entrée en vigueur.
- e. Le Bureau exécutif, par l'entremise du Directeur général, est responsable de la mise en œuvre du Plan stratégique.
- f. Le Conseil suit régulièrement les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique au moins deux fois par an et, s'il n'est pas satisfait des progrès accomplis, exigera du Bureau exécutif qu'il prenne des mesures afin d'assurer la conformité avec le Plan et qu'il en rende compte au Conseil.

### 3.5.3 Processus d'élaboration des réglementations

- a. Le Conseil a le pouvoir et la responsabilité d'adopter, de modifier et d'abroger les Règles et Règlements (Article 47.2(d) des Statuts). Sous réserve des Statuts, le Conseil décide des sujets à inclure dans les Règles ou les Règlements.
- b. Avant l'élaboration des Règles et des Règlements, il reviendra généralement au Conseil (sauf pour les questions urgentes ou lorsque des circonstances spéciales le justifient) d'approuver les principes ou normes qui doivent être inclus dans des Règles ou dans un Règlement. Les principes et normes proposés (y compris des Règles et Règlements proposés, ainsi que les modifications proposées) peuvent être soumis au Conseil par :
  - (i) Tout Membre du Conseil ;
  - (ii) Le Bureau exécutif ;
  - (iii) Le Directeur général ;
  - (iv) Le Responsable de la conformité à l'éthique ;
  - (v) Toute Commission ou Groupe de travail ;
  - (vi) Le Bureau de l'Unité d'intégrité ; ou
  - (vii) Tout autre Organe indépendant ;

**À condition** que, dans chaque cas, ces principes et normes relèvent de la compétence et des attributions de ces personnes ou organes mentionnés.



En outre, toute Fédération membre ou Association continentale peut proposer des principes et des normes pour la considération du Conseil (y compris les Règles et Règlements proposés, ainsi que les modifications proposées) en soumettant la proposition par écrit, à une ou plusieurs des personnes ou les organes mentionnés aux alinéas (i) à (vii) de la présente Règle. À la suite de cette présentation, les personnes ou organes concernés décident de recommander le principe ou la norme proposée au Conseil pour examen.

- c. Une fois que le Conseil a approuvé les principes ou normes qui seront inclus dans toutes Règles ou tout Règlement proposé, le Directeur général prendra les dispositions nécessaires en vue de l'élaboration des Règles et Règlements conformément aux principes et normes approuvés par le Conseil.
- d. La(les) Commission(s), le(s) Groupe(s) de travail, le Bureau exécutif ou le Bureau de l'Unité d'intégrité dont relève l'objet de la Règle ou du Règlement spécifique, examinent la Règle ou le Règlement. Leurs avis et recommandations sur la Règle ou le Règlement sont communiqués au Conseil.
- e. Enfin, la Commission de la gouvernance examinera toutes les Règles et tous les Règlements avant qu'ils ne soient soumis à l'approbation finale du Conseil. Ses points de vue et recommandations sur les Règles et Règlements font l'objet d'un rapport soumis au Conseil.
- f. Le processus décrit à la Règle 3.5.3(a) à (e) des présentes Règles ne s'applique pas aux Règles techniques. Les propositions de Règles techniques (y compris les modifications ou l'abrogation de ces Règles) sont soumises au Conseil par la Commission des compétitions. Avant toute approbation de Règles techniques, le Conseil peut solliciter l'avis ou les commentaires d'autres personnes ou organes. Les Règles techniques doivent être approuvées par le Conseil.
- g. Le processus de proposition, d'examen et d'approbation des Règles et des Règlements doit être entrepris efficacement et en temps opportun par le Conseil et les autres organes participant au processus d'élaboration des réglementations décrit dans la présente Règle, y compris au moyen de la technologie.
- h. Afin d'éviter toute ambiguïté, aucune disposition contenue dans les présentes Règles n'est susceptible de limiter le pouvoir du Conseil d'approuver des Procédures opérationnelles standard, politiques ou lignes directrices sur des questions relevant de sa compétence et de ses attributions qui, en vertu des Statuts ou de toute autre Règle, n'ont pas à figurer dans les Règles ou Règlements.

#### 3.5.4 Budget

- a. Le budget de World Athletics est établi par le Bureau exécutif conformément à la procédure décrite à la Règle 4.18.2. Le Conseil formule des recommandations concernant le projet de budget selon les modalités prévues dans ladite procédure.
- b. Le Conseil ne peut prendre aucune décision susceptible d'entraîner des dépenses non prévues dans le budget approuvé qui sera mis en œuvre

par World Athletics, à moins qu'elles n'aient été préalablement approuvées par le Bureau exécutif conformément à la Règle 4.18.2.

### 3.5.5 Reconnaissance des Records du monde

- a. En cas de doute concernant le fait de savoir si une performance doit ou non être enregistrée en tant que Record du monde conformément à la Règle 31.9 des Règles de compétition, il appartient au Conseil de décider d'approuver ou non ledit record.
- b. Si la Règle 3.5.5(a) s'applique, le Président et Directeur général doivent formuler par écrit une recommandation au Conseil en faveur ou non de cette décision, accompagnée des éléments de fait et des motifs susceptibles de la justifier.

### 3.5.6 Élection du Premier vice-président

- a. Le Premier vice-président est élu par le Conseil parmi les quatre (4) Vice-présidents ou, si un ou plusieurs Vice-présidents ne souhaitent pas se porter candidat à la fonction de Premier vice-président, parmi les Vice-présidents qui le souhaitent.
- b. Le Président peut indiquer sa préférence pour un Premier vice-président au Conseil avant l'élection.
- c. L'élection a lieu lors de la première réunion du Conseil qui suit la clôture de chaque Congrès électoral (Article 55.5 des Statuts).
- d. Sous réserve de la Règle 3.5.6(f), chaque Membre du Conseil, y compris les Vice-présidents, dispose du droit d'élire le Premier vice-président. Le vote a lieu à bulletin secret.
- e. Le Vice-président totalisant le plus grand nombre de suffrages lors du vote du Conseil sera désigné à la fonction de Premier vice-président.
- f. Dans l'hypothèse où un seul Vice-président souhaite se porter candidat à l'élection au poste de Premier vice-président, il sera déclaré élu par le Conseil sans qu'il soit nécessaire de procéder à un vote.

### 3.5.7 Nomination des Membres du Conseil au sein des organes

- a. Outre la nomination des membres de certains Organes indépendants qui relève de sa compétence en vertu de la Règle 6, le Conseil est tenu de nommer, aux dates indiquées dans les Statuts et les Règles applicables, les Membres du Conseil au sein des organes suivants :
  - (i) Le Bureau de l'Unité d'intégrité (Article 73.2(b) des Statuts), en tant que membres ne disposant pas du droit de vote ;
  - (ii) Le Panel de nomination au Bureau de l'Unité d'intégrité (Article 74.2(c) des Statuts) ; et,
  - (iii) Le Panel de nomination au Bureau exécutif (Article 60.2(b) des Statuts).

- b. La procédure de nomination d'un Membre du Conseil au sein de ces organes s'établit comme suit :
- (i) Le Président demande aux Membres du Conseil qui souhaitent être membre de l'un de ces organes de soumettre leur demande par écrit au Panel de nomination avant une date précise ;
  - (ii) Les candidatures devront indiquer les compétences, l'expertise et l'expérience que le Membre du Conseil estime disposer pour le poste au sein de l'organe concerné ;
  - (iii) Le Panel de nomination examine les candidatures et formule au Conseil une recommandation sur le Membre du Conseil qu'il juge le mieux à même d'occuper le poste, en tenant compte des facteurs suivants :
    - A. Les compétences, l'expertise et l'expérience du Membre du Conseil quant à la nature du travail effectué par l'organe concerné ou du sujet relevant de sa compétence ;
    - B. La disponibilité du Membre du Conseil à assumer leur charge ;
    - C. Les compétences, l'expérience et l'expertise des autres membres de l'organe concerné, la préférence étant donnée au Membre du Conseil qui serait susceptible de les compléter ;
    - D. L'obligation pour les deux sexes d'être représentés au sein de l'organe concerné ; et,
    - E. La volonté que les membres au sein de l'organe en question soient issus de régions géographiques diverses, mais cela n'exclut pas la nomination d'un Membre du Conseil du même pays que les autres membres de l'organe concerné.
  - (iv) Le Président peut indiquer sa préférence pour la nomination d'un Membre du Conseil en particulier avant la décision du Conseil.
  - (v) Le Responsable du Panel de nomination doit informer par écrit le Conseil de sa recommandation concernant le Membre du Conseil qui doit être nommé ainsi que les noms des autres Membres du Conseil qui ont présenté une candidature.
  - (vi) Le Conseil décide si le Membre du Conseil doit être nommé par accord, à main levée (selon la décision du Président) ou, à la demande de trois (3) Membres du Conseil ou plus, à bulletin secret.

### 3.5.8 Nomination des Membres du Conseil en tant qu'Officiels internationaux

- a. Le Conseil devra nommer tous les Officiels internationaux (Article 47.2(k) des Statuts) ;

- b. Les Officiels internationaux sont désignés sur la base des critères suivants :
  - (i) Les compétences, l'expertise et l'expérience acquises dans le poste pour lequel leur nomination est envisagée ;
  - (ii) La nécessité d'assurer une représentation des deux sexes ; et
  - (iii) Tout autre facteur jugé pertinent par la Commission des compétitions en vue de la nomination des personnes les plus compétentes.
- c. Il incombe à la Commission des compétitions d'élaborer une politique définissant la procédure de sélection des personnes susceptibles d'être nommées en tant qu'Officiels internationaux et la procédure de décision qui donnera lieu à une recommandation au Conseil, sous réserve du respect des conditions suivantes :
  - (i) Les candidats ne sont pas tenus d'être Membres du Conseil, mais ils peuvent l'être ;
  - (ii) La Commission des compétitions formulera une recommandation au Conseil sur les personnes qui doivent être nommées en tant qu'Officiels internationaux ; et,
  - (iii) Les candidats doivent être Éligibles en vertu des Règles de vérification d'éligibilité.
- d. Le Conseil décide si les personnes intéressées doivent être nommées en tant qu'Officiels internationaux par accord, à main levée (selon la décision du Président) ou, à la demande de trois (3) Membres du Conseil, à bulletin secret.

### Procédures applicables au déroulement des réunions

- 3.6 **Pouvoir de définir ses propres règles concernant le déroulement de ses réunions :** Sauf dans la mesure précisée dans les Statuts et dans toute Règle ou tout Règlement, le Conseil définit les règles applicables au déroulement de ses réunions. À cette fin, le Conseil peut publier des Procédures opérationnelles standard. En l'absence de règle ou de procédure spécifique, le Président décide de la procédure applicable au déroulement des réunions.
- 3.7 **Conflits d'intérêts :** Si un Membre du Conseil estime qu'il peut avoir un conflit d'intérêts potentiel ou réel concernant une question examinée par le Conseil, il doit conformément aux Règles applicables aux conflits d'intérêts, aux divulgations d'informations et aux cadeaux :
  - 3.7.1 Déclarer le conflit d'intérêts potentiel ou réel au Président et au Responsable de la conformité à l'éthique avant la réunion ;
  - 3.7.2 Déclarer le conflit potentiel ou réel aux Membres du Conseil avant ou pendant la réunion du Conseil ;
  - 3.7.3 Ne pas participer aux discussions, ni recevoir ou examiner les documents fournis au Conseil à ce sujet ;
  - 3.7.4 Quitter la salle dans laquelle se tient la réunion du Conseil pour la durée de la

discussion et de tout vote sur la question ;

3.7.5 S'abstenir de voter sur la question.

### 3.8 Confidentialité

3.8.1 Comme énoncé à l'Article 47.1(k) des Statuts, toutes les informations (verbales ou écrites) fournies à un Membre du Conseil en cette qualité sont confidentielles et ne peuvent être divulguées à quiconque, exception faite des cas dans lesquels :

- a. L'information est déjà dans le domaine public ; ou,
- b. La divulgation est acceptée par le Conseil (y compris selon les modalités prévues dans les présentes Règles) ; ou,
- c. La divulgation est exigée par la loi.

3.8.2 Aux fins des présentes Règles, le terme « divulgation » désigne le fait de transmettre, donner, montrer, échanger, discuter, révéler, publier ou de toute autre manière (verbale ou écrite), fournir ou communiquer des informations ou donner accès à des informations à une autre personne ou entité, que ce soit directement ou indirectement.

3.8.3 Il est convenu que les Membres du Conseil peuvent divulguer des informations :

- a. À un autre Membre actuel du Conseil ou toute personne qui a assisté à la réunion ou qui a été incluse dans les communications écrites par lesquelles l'information a été obtenue ;
- b. Au Personnel qui, à la connaissance du Membre du Conseil, a déjà eu accès à l'information ;
- c. Aux conseillers professionnels de World Athletics, avec l'autorisation du Président ;
- d. À toute autre personne approuvée par le Président ou le Conseil (laquelle personne doit à son tour garder l'information confidentielle) ;
- e. Aux médias ou au grand public si :
  - (i) La divulgation a été approuvée au préalable par le Président (conformément à la Règle 3.17.3(b)) ; ou,
  - (ii) La divulgation est faite par le Président du Conseil (en vertu de la Règle 3.17.3(a)) ; ou,
  - (iii) L'information est déjà dans le domaine public (autrement que par suite d'une violation des présentes Règles par un Membre du Conseil).

3.8.4 Afin d'éviter toute ambiguïté, si une partie ou la totalité de l'information divulguée à un Membre du Conseil en cette qualité est également connue de ce Membre du Conseil du fait qu'il agit en une autre qualité (p. ex. en tant que Président d'une Association continentale), les restrictions à la divulgation de cette information énoncée à la Règle 3.8.1 demeurent applicables.

## Rôle d'interface du Conseil vis-à-vis du Directeur général et du Personnel

- 3.9 Le rôle du Conseil est de régir l'Athlétisme et non de gérer ou de mettre en œuvre les décisions prises par lui ou par le Bureau exécutif. Le Directeur général est responsable de la gestion et de la mise en œuvre des décisions du Conseil et du Bureau exécutif.
- 3.10 Les Membres du Conseil (qui agissent en cette qualité) ne sont pas, à ce titre, autorisés à ordonner ou à demander au Directeur général d'agir ou de ne pas agir sur des questions en rapport avec World Athletics, sauf :
- 3.10.1 Si le Membre du Conseil est le Président (ou le Premier vice-président, en l'absence du Président) agissant conformément à ses pouvoirs et responsabilités en tant que Président (Article 54.2 des Statuts), ce qui inclut en particulier la responsabilité d'appuyer, de superviser et d'assurer la liaison avec le Directeur général au nom du Bureau exécutif (Article 54.2(j) des Statuts) ;
- 3.10.2 Si le Membre du Conseil est investi du pouvoir de le faire, pouvoir délégué ou autrement autorisé par le Président, le Bureau exécutif ou le Conseil ;
- Étant entendu que rien dans les présentes Règles n'empêche un Membre du Conseil de communiquer d'une autre manière avec le Directeur général.
- 3.11 En outre, les Membres du Conseil ne sont pas autorisés à ordonner ou à demander à un membre du Personnel d'agir ou de s'abstenir d'agir concernant des questions en rapport avec World Athletics, sauf :
- 3.11.1 Si le Membre du Conseil est le Président (ou le Premier vice-président en l'absence du Président) et :
- a. Le membre du Personnel relève directement du Président, par exemple son assistant personnel ; ou,
  - b. De l'avis du Bureau exécutif, le Directeur général est susceptible de ne pas s'acquitter ou ne s'acquitter pas de ses responsabilités de manière satisfaisante ; ou,
  - c. Le Président a convenu avec le Directeur général qu'il peut donner de telles directives ou ordres, soit de manière générale, soit concernant une question spécifique, à certains membres du Personnel ;
- 3.11.2 Lorsque le Membre du Conseil est le Président d'une Commission ou d'un Groupe de travail qui a été autorisé, soit de manière générale, soit concernant une question spécifique, à donner un ordre ou une directive à certains membres du Personnel par le Directeur général ou le Directeur dont relève le membre du Personnel concerné.
- 3.12 Rien dans les Règles 3.10 ou 3.11 n'empêche ou n'a pour but de limiter de quelque façon que ce soit :
- 3.12.1 Le pouvoir du Conseil de prendre des décisions que le Directeur général est chargé de mettre en œuvre ; et,
- 3.12.2 Le pouvoir des Membres du Conseil de communiquer directement avec le Directeur général ou avec le Personnel étant entendu que :

- a. Les communications avec le Personnel sur les questions de fond examinées par le Conseil doivent se faire en général par l'entremise du Directeur général (à l'exclusion des mesures administratives et logistiques); et,
- b. Les Membres du Conseil qui sont membres d'une Commission ou d'un Groupe de travail peuvent communiquer avec le(s) membre(s) du Personnel désigné(s) responsable(s) ou assistant(s) de cette Commission ou de ce Groupe de travail.

### **Rôle d'interface du Conseil vis-à-vis des Organes indépendants**

- 3.13 Les Membres du Conseil ne peuvent ordonner à un Organe indépendant, exiger de lui ou lui demander d'agir ou de s'abstenir d'agir, ni communiquer avec eux (ou l'un d'entre eux), sauf dans les cas précisés ci-dessous :
- 3.13.1 Lorsque le Membre du Conseil est membre du Bureau de l'Unité d'intégrité nommé par le Conseil, en cas de nécessité de communiquer avec l'Unité d'intégrité (y compris le Bureau de l'Unité d'intégrité) et d'agir conformément aux Règles de l'Unité d'intégrité;
  - 3.13.2 Lorsque le Membre du Conseil est membre du Panel de nomination au Bureau exécutif, du Panel de nomination au Bureau de l'Unité d'intégrité ou du Panel de nomination, en cas de nécessité de communiquer avec l'Organe indépendant concerné et d'agir conformément aux Règles et Règlements applicables;
  - 3.13.3 Lorsque le Membre du Conseil fait l'objet d'une évaluation, d'une enquête, d'une accusation ou fait l'objet d'une évaluation ou d'une procédure devant un Organe indépendant, ou est cité par un plaignant ou un témoin devant un Organe indépendant, en cas de nécessité pour le Membre du Conseil de communiquer conformément aux Règles et Règlements applicables de l'Organe indépendant;
  - 3.13.4 Lorsque le Membre du Conseil est le Président (ou, en son absence, le Premier vice-président) et qu'il communique avec l'Organe indépendant (par exemple, dans le cas où l'Organe indépendant communique une de ses décisions ou d'éventuelles modifications à ses Règles ou Règlements, ou toute autre question permise par les Statuts dont il est saisi ou au sujet de laquelle il a fait rapport au Conseil ou au Congrès).
- 3.14 Rien dans la Règle 3.13 n'empêche ou n'a pour but de limiter de quelque façon que ce soit :
- 3.14.1 Le pouvoir de l'Organe indépendant d'assister aux réunions du Conseil, de faire rapport ou de formuler des recommandations au Conseil; ou,
  - 3.14.2 Le pouvoir du Conseil d'adopter, de modifier ou d'abroger les Règles et Règlements, ou les décisions, conformément aux Statuts, qui s'appliquent à tout Organe indépendant.

### **Autorité, communication et médias**

- 3.15 Le Conseil agit et prend des décisions au nom de World Athletics conformément aux pouvoirs et responsabilités énoncés à l'Article 47 des Statuts. Le Conseil ne peut agir ou prendre de décisions au nom de World Athletics qui relèvent de la responsabilité d'un autre organe de World Athletics, y compris le Bureau exécutif.
- 3.16 Les Membres du Conseil ne peuvent conclure de transaction, de contrat, d'accord,

d'arrangement ou autre convention engageant la responsabilité de World Athletics, sauf approbation préalable du Conseil ou du Bureau exécutif.

3.17 Les Membres du Conseil peuvent faire des Déclarations publiques au sujet de World Athletics et de ses travaux dans les circonstances suivantes :

3.17.1 Lorsque les Déclarations publiques ne contiennent pas d'informations que World Athletics considère comme confidentielles ; et,

3.17.2 Lorsque les Déclarations publiques ne sont pas susceptibles d'enfreindre, ou n'enfreignent pas, le Code de conduite en matière d'intégrité, notamment lorsqu'elles ne sont pas susceptibles de nuire ou ne nuisent pas à la réputation de World Athletics ou de l'Athlétisme en général ; et,

3.17.3 Lorsque :

- a. Le Membre du Conseil est le Président ;
- b. Le Membre du Conseil est autorisé à faire les Déclarations publiques au nom du Président ;
- c. Le Membre du Conseil a discuté et convenu du contenu des Déclarations publiques au préalable avec le Directeur général ou son représentant désigné ;
- d. Les Déclarations publiques sont faites conformément à la politique en matière de médias décidée par le Conseil ; ou,
- e. Les Déclarations publiques sont faites par le Président de l'Association continentale ès qualités.

#### 4. Bureau exécutif

##### Aperçu

4.1 La présente Règle 4 énonce les règles applicables au Bureau exécutif et aux Membres du Bureau exécutif concernant :

4.1.1 Le Panel de nomination au Bureau exécutif ;

4.1.2 La procédure de nomination des Membres du Bureau exécutif ;

4.1.3 Le programme d'orientation et le consentement des Membres du Bureau exécutif ;

4.1.4 Le champ d'application des travaux du Bureau exécutif ;

4.1.5 Les procédures applicables au déroulement des réunions ;

4.1.6 Le rôle d'interface du Bureau exécutif auprès du Directeur général et du Personnel ;

4.1.7 Le rôle d'interface du Bureau exécutif avec les Organes indépendants ;

4.1.8 Les Comités du Bureau exécutif ; et,

4.1.9 L'Autorité, la communication et les médias.



## Panel de nomination au Bureau exécutif

4.2 **Constitution** : Conformément à l'Article 60 des Statuts, un Panel de nomination au Bureau exécutif doit être constitué dont le rôle est d'identifier, de recruter, d'évaluer et de formuler des recommandations aux Membres de droit du Bureau exécutif concernant la nomination des trois (3) Membres désignés du Bureau exécutif.

4.3 **Composition** : Conformément aux Articles 60.2 et 60.5(d) des Statuts, le Panel de nomination au Bureau exécutif se compose des trois (3) personnes suivantes :

4.3.1 Le Président ;

4.3.2 Un (1) Membre du Conseil, élu par le Conseil, qui n'est pas Membre du Bureau exécutif ;

4.3.3 Une (1) personne nommée par le Conseil qui est indépendante de World Athletics et qui possède une expérience dans les domaines de la gouvernance, des fonctions et processus de nomination des administrateurs (le « Membre indépendant »). Le Panel est placé sous la responsabilité du Membre indépendant (Article 60.4 des Statuts).

4.4 Nomination des membres du Panel de nomination au Bureau exécutif

4.4.1 Les membres du Panel de nomination au Bureau exécutif sont nommés après le Congrès électoral afin de pouvoir mener à bien leur tâche avant le prochain Congrès électoral et restent en fonction jusqu'au Congrès électoral suivant.

4.4.2 Le Membre du Conseil qui est élu (en vertu de l'Article 60.2(b) des Statuts) ne peut être Membre du Bureau exécutif.

4.5 **Indépendance du Panel de nomination au Bureau exécutif**

Le Panel de nomination au Bureau exécutif fonctionne séparément du Conseil, du Bureau exécutif et du Personnel, sauf dans la mesure où le Directeur général est tenu de s'assurer que le Panel de nomination au Bureau exécutif dispose d'un budget suffisant pour fournir le soutien administratif et les conseils spécialisés (par ex. juridique, recrutement de cadres), selon les besoins, nécessaires pour exécuter ses fonctions.

4.6 **Confidentialité**

Toutes les informations reçues par le Panel de nomination au Bureau exécutif, y compris les renseignements concernant les candidats et ses délibérations, doivent être conservées conformément aux exigences applicables en matière de protection des données et de confidentialité et doivent rester confidentielles, sauf dans la mesure où leur divulgation est acceptée par un candidat, ou permise en vertu des présentes Règles ou qu'elle est requise par la loi.

4.7 **Conflits**

4.7.1 Tout membre du Panel de nomination au Bureau exécutif qui considère qu'il pourrait être en conflit d'intérêts dans le cadre de l'examen d'une nomination ou autre d'une personne doit (sans limiter la portée de ses obligations en vertu des Règles applicables aux conflits d'intérêts, aux divulgations d'informations et aux cadeaux) en informer le président du Panel de nomination au Bureau exécutif. Si le Responsable du Panel le juge approprié, il peut exiger que le membre concerné

cesse d'exercer ses fonctions au sein du Panel s'agissant de cette nomination. Dans cette hypothèse, le Panel poursuit l'examen de la nomination sans le membre concerné.

- 4.7.2 Si le Responsable du Panel estime qu'il peut avoir un conflit potentiel, il doit (sans limiter la portée de ses obligations en vertu des Règles applicables aux conflits d'intérêts, aux divulgations d'informations et aux cadeaux) en informer le Président. Si le Président le juge approprié, il peut demander au Responsable de quitter ses fonctions au sein du Panel s'agissant de cette nomination conformément à la procédure décrite à la Règle 4.7.1.
- 4.8 **Réunions, quorum, décisions, etc.** : Les Articles 60.8 à 60.10 (inclus) des Statuts énoncent les règles applicables aux réunions du Panel de nomination au Bureau exécutif en ce qui concerne notamment :
- 4.8.1 Les réunions (Article 60.8 des Statuts);
- 4.8.2 Le quorum (Article 60.9 des Statuts); et,
- 4.8.3 Les décisions (Article 60.10 des Statuts).

#### **Procédure de nomination des Membres désignés du Bureau exécutif**

- 4.9 Dès sa constitution, le Panel de nomination au Bureau exécutif exerce les fonctions définies à l'Article 60.6 des Statuts et des présentes Règles, avant et après le Congrès électoral. Le Responsable assure la conduite des travaux du Panel.
- 4.10 Dans l'exercice des responsabilités qui lui incombent en vertu de l'Article 60.6(b) à (d) des Statuts, le Panel de nomination au Bureau exécutif doit au cours des trois (3) mois précédant le Congrès électoral entreprendre simultanément les mesures suivantes :
- 4.10.1 Publier un avis concernant les postes, y compris via le Site Internet ;
- 4.10.2 Identifier et inviter les personnes qu'il juge aptes à poser leur candidature ; et,
- 4.10.3 Inviter les Fédérations membres et les Associations continentales à identifier et à encourager les candidats les plus aptes pour postuler aux trois (3) postes de Membre désigné du Bureau exécutif, lesquels candidats doivent être approuvés par la Fédération membre ou l'Association continentale.
- 4.11 Toutes les candidatures doivent être soumises au plus tard à la date prescrite par le Panel, avant le Congrès électoral. Le Panel de nomination au Bureau exécutif procède aux démarches préliminaires, notamment convoquer les candidats aux entretiens et entrevues qu'il juge opportuns au cours de la période précédant le Congrès électoral (Article 60.6 des Statuts).
- 4.12 Immédiatement après le Congrès électoral, le Panel de nomination au Bureau exécutif (constitué en vertu de la Règle 4.4) poursuit son évaluation des candidats qui ont soumis leur candidature au poste de Membre désigné du Bureau exécutif à la date d'échéance. Celle-ci consiste à :
- 4.12.1 Identifier les compétences, l'expertise et l'expérience qui peuvent être nécessaires au Bureau exécutif en tenant compte de celles des Membres de droit du Bureau qui ont été élus lors du Congrès électoral ;
- 4.12.2 Tenir compte des critères énoncés dans l'Article 60.7 des Statuts concernant les

candidats et les Membres de droit du Bureau exécutif élus au Congrès électoral de 2019; et,

- 4.12.3 Examiner en premier lieu les candidats approuvés par les Fédérations membres et les Associations continentales en vertu de la Règle 4.10.3, et si leurs compétences, expertise et expérience ainsi que les critères déterminants ne sont pas suffisants, examiner ensuite les autres candidatures.
- 4.13 Le Panel de nomination au Bureau exécutif recommande les trois (3) personnes qu'il juge les plus aptes au poste de Membre désigné du Bureau exécutif conformément à la Règle 4.12. Ces personnes feront l'objet d'une procédure de Vérification d'éligibilité par le Panel de vérification d'éligibilité. Si le Panel confirme qu'elles sont Éligibles, le Panel de nomination au Bureau exécutif formulera une recommandation aux Membres de droit du Bureau exécutif dès que possible après le Congrès électoral et dans les trois (3) mois suivant la clôture du Congrès électoral (Article 60.6(e) des Statuts).
- 4.14 Les Membres de droit du Bureau exécutif approuvent ou rejettent la nomination des personnes dont la candidature au poste de Membre désigné du Bureau exécutif est recommandée lors d'une réunion convoquée par le Président à cette fin. Lors de cette réunion, un quorum de quatre (4) Membres de droit du Bureau exécutif est requis et la décision relative à chacun des Membres désignés du Bureau exécutif doit être approuvée par une Majorité simple des Membres de droit du Bureau exécutif présents.
- 4.15 Dans le cas où les Membres de droit du Bureau exécutif rejettent une ou plusieurs des personnes recommandées au poste de Membre désigné du Bureau exécutif, le Panel de nomination au Bureau exécutif examinera à nouveau les autres candidatures et si une ou plusieurs personnes (selon le cas) est jugée apte pour le poste, leur candidature sera proposée aux Membres de droit du Bureau exécutif pour approbation. La procédure doit être répétée jusqu'à l'approbation par les Membres de droit du Bureau exécutif des personnes dont la nomination est proposée au poste de Membre désigné du Bureau exécutif ou jusqu'à ce que le Panel de nomination au Bureau exécutif décide qu'aucun candidat ne peut être recommandé, auquel cas le Panel doit solliciter de nouvelles candidatures conformément à la Règle 4.10, en apportant toutes les modifications nécessaires au calendrier. Pendant la période au cours de laquelle la réévaluation ou l'appel réitéré à candidatures a lieu, le Bureau exécutif est composé des Membres de droit et de toute personne qui a été approuvée en tant que Membre désigné du Bureau exécutif.

#### **Programme d'orientation et consentement écrit des Membres du Bureau exécutif**

- 4.16 Conformément à l'Article 57 des Statuts, le Bureau exécutif compte neuf (9) Membres, soit le Président (de droit), quatre (4) Vice-présidents (de droit), trois (3) Membres désignés (par les membres de droit) et le Directeur général (de droit et sans droit de vote). Les Membres du Bureau exécutif doivent se soumettre à un programme d'orientation, signer une lettre de consentement ou de nomination sur la même base et conformément aux mêmes procédures que celles prévues pour le Conseil aux Règles 3.2 à 3.3 incluses, toute référence au Conseil dans ces règles incluant le Bureau exécutif.

#### **Champ d'application des travaux du Bureau exécutif**

- 4.17 L'Article 56.1 définit le rôle du Bureau exécutif qui est de « régir World Athletics », comme énoncé dans la partie VII des Statuts. En particulier, la partie VII énonce les pouvoirs et responsabilités du Bureau exécutif (Article 58.2 des Statuts).
- 4.18 Le Bureau exécutif décide du processus par lequel il s'acquittera de ses fonctions, sauf dans la mesure prévue par les présentes Règles. Les procédures particulières énoncées dans cette Règle s'appliquent à certaines attributions du Bureau exécutif énumérées ci-dessous :

#### 4.18.1 Plan stratégique

- a. Comme spécifié à la Règle 3.5.2, le Conseil approuve le Plan stratégique sur recommandation du Bureau exécutif, selon la procédure décrite dans les Règles 4.18.1(b) à (h) ci-dessous.
- b. Le Plan stratégique est initialement élaboré par le Directeur général, en consultation avec le Bureau exécutif (Article 64.3(b) des Statuts).
- c. Le projet final est rédigé par le Bureau exécutif pour examen par le Conseil, au plus tard douze (12) mois avant la date d'entrée en vigueur du Plan.
- d. Le Conseil examine et formule des commentaires au Bureau exécutif dans les deux (2) mois suivant la réception du projet de Plan stratégique.
- e. Le Bureau exécutif tient compte de la contribution du Conseil dans le cadre de la rédaction de la version définitive du Plan stratégique, qui est soumise au Conseil pour approbation au plus tard six (6) mois avant son entrée en vigueur.
- f. Le Plan stratégique (ou autre) doit être examiné et approuvé (ou rejeté) par le Conseil au plus tard trois (3) mois avant son entrée en vigueur.
- g. Le Bureau exécutif, par l'entremise du Directeur général, est responsable de la mise en œuvre du Plan stratégique.
- h. Le Bureau exécutif suit régulièrement les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique et en rend compte au Conseil au moins deux fois par an.

#### 4.18.2 Plan et budget annuels

- a. Le Bureau exécutif adopte et révisé le plan et le budget annuels de World Athletics (Article 58.2(b) des Statuts) pour chaque Exercice financier.
- b. Le plan et le budget annuels pour chaque Exercice financier sont élaborés et approuvés par le Bureau exécutif en vue d'atteindre les objectifs et les résultats fixés dans le Plan stratégique approuvé.
- c. Le plan et le budget annuels pour l'Exercice financier suivant (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre) sont approuvés par le Bureau exécutif au plus tard le 31 octobre de chaque année, sauf l'année d'un Congrès électoral.
- d. Le Bureau exécutif fournit au Conseil, pour information, le plan et le budget annuels définitifs approuvés pour l'année suivante au plus tard le 30 novembre.
- e. Au cours de l'année d'un Congrès électoral, le plan et le budget annuels pour l'Exercice financier suivant sont approuvés par le Bureau exécutif dans les trois (3) mois suivant le Congrès électoral.

- f. En plus du plan et du budget annuels, le Bureau exécutif prépare une projection financière pour la période correspondant au Plan stratégique et la transmet au Conseil pour information.
- g. Le Directeur général est responsable de la mise en œuvre du plan annuel et du respect du budget. Le Directeur général fait régulièrement rapport au Bureau exécutif (selon les besoins) sur les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du plan annuel et sur les recettes et dépenses réelles par rapport au budget approuvé.
- h. Le Bureau exécutif mesure les progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés dans le plan et le budget annuels.

#### 4.18.3 Transactions substantielles

- a. Le Bureau exécutif approuve les « transactions substantielles » conclues par World Athletics.
- b. Les « transactions substantielles » désignent, en vertu de l'Article 86 des Statuts, les transactions concernant un montant substantiel d'actifs de World Athletics ou entraînant des passifs substantiels pour World Athletics, comme stipulé dans les Règles et Règlements.
- c. Aux fins des présentes Règles, une « transaction substantielle » concernant des actifs de World Athletics désigne les acquisitions, dépenses, responsabilités, engagements ou transactions (qu'elle soit unique ou associée à d'autres transactions) d'un montant égal ou supérieur à 500 000 euros; ou les acquisitions, dépenses, responsabilités, engagements ou transactions sans précédent, complexes ou de grande envergure, quel que soit leur montant, qui seront décidés par le Bureau exécutif.
- d. Une transaction substantielle doit être approuvée par le Bureau exécutif conformément aux procédures définies dans les présentes Règles, à savoir :
  - (i) La proposition d'approbation d'une transaction substantielle est examinée par le Comité d'audit et des finances du Bureau exécutif et son Comité des risques, qui formulent des recommandations au Bureau exécutif ;
  - (ii) Elle est ensuite discutée et présentée sous la forme d'une proposition de résolution au Bureau exécutif lors d'une réunion tenue en personne ;
  - (iii) Les Membres du Bureau exécutif doivent être informés par écrit de la réunion et de la résolution proposée dans les sept (7) jours précédant sa tenue ;
  - (iv) Le Bureau exécutif délibère valablement lorsque six (6) Membres du Bureau sont présents (à l'exclusion du Directeur général) ; et,
  - (v) La résolution proposée est adoptée si elle est approuvée par 75 % des Membres du Bureau présents et habilités à voter.

#### 4.18.4 Notifications

- a. Lorsque, en application de l'Article 85.1 des Statuts, le Président nomme un Membre du Bureau exécutif, le Bureau exécutif veille à ce qu'une déclaration soit faite au Ministre d'État de Monaco indiquant :
  - (i) Tout changement de dénomination, d'objet ou d'adresse du siège social de World Athletics ;
  - (ii) Tout changement dans la composition du Conseil ou dans les fonctions de ses membres ;
  - (iii) Toute acquisition ou cession de locaux et de biens, y compris une description de l'acquisition et du montant du prix d'achat ou de cession joint à cette déclaration ;
  - (iv) Tout amendement aux Statuts, autre que ceux visés à l'Article 85.1(a) des Statuts ;
  - (v) Toute décision du Congrès de dissoudre volontairement World Athletics.
  
- b. Lorsque, en application de l'Article 85.2 des Statuts, le Président désigne un Membre du Bureau exécutif, le Bureau exécutif assure, dans un délai d'un (1) mois à compter de la déclaration visée à l'Article 85.1 des Statuts, la publication au Journal de Monaco d'un avis indiquant :
  - (i) Tout changement de dénomination, d'objet ou d'adresse du siège social de World Athletics ;
  - (ii) Toute décision de dissoudre volontairement World Athletics.

#### Procédures applicables au déroulement des réunions

##### 4.19 **Président, convocation des réunions, vote, quorum, etc.**

L'Article 57.6 et les Articles 59.1 à 59.5 des Statuts énoncent les règles applicables aux réunions du Bureau exécutif, en ce qui concerne notamment :

- 4.19.1 La présidence (Article 57.6 des Statuts) ;
- 4.19.2 La fréquence et la convocation des réunions (Article 59.1 des Statuts) ;
- 4.19.3 Le recours aux technologies de communication dans le cadre des réunions (Article 59.2 des Statuts) ;
- 4.19.4 Le quorum (Article 59.3 des Statuts) ;
- 4.19.5 Les votes (Article 59.4 des Statuts) ; et,
- 4.19.6 Les résolutions adoptées hors réunions (Article 59.5 des Statuts).

##### 4.20 **Pouvoir de définir ses propres Règles concernant le déroulement de ses réunions**

Le Bureau exécutif se réunit en personne (y compris par le biais de l'utilisation de technologies de communication) au moins six (6) fois au cours de chaque Exercice financier. Sauf dans la mesure précisée dans les Statuts et dans toutes Règles ou tout Règlement, le Bureau exécutif définit les Règles applicables au déroulement de ses réunions. À cette fin, il peut adopter ses propres Procédures opérationnelles standard. En l'absence de règle ou de procédure spécifique, le Président décide de la procédure applicable au déroulement des réunions.

#### 4.21 Confidentialité

La Règle 3.8 s'applique au Bureau exécutif sur la même base que pour le Conseil, étant entendu que les informations divulguées à un Membre du Bureau exécutif qui est également Membre du Conseil, ne doivent pas être divulguées par le Membre du Bureau exécutif à un autre Membre du Conseil, sauf si ce Membre du Conseil est également Membre du Bureau exécutif ou si leur communication est approuvée conformément à la Règle 3.8.3 (lorsque la référence au Conseil inclut le Bureau exécutif).

#### Rôle d'interface du Bureau exécutif vis-à-vis du Directeur général et du Personnel

4.22 Le Bureau exécutif a pour rôle de régir World Athletics et non de gérer ou de mettre en œuvre les décisions qu'il a prises. C'est le Directeur général qui est responsable de la gestion et de la mise en œuvre des décisions du Conseil et du Bureau exécutif.

4.23 À l'exception des demandes d'informations, les Membres du Bureau exécutif (agissant en cette qualité) ne sont pas autorisés à ordonner, à exiger ou à demander au Directeur général, d'agir ou de s'abstenir d'agir concernant des questions en rapport avec World Athletics, sauf dans les circonstances suivantes :

4.23.1 Si le Membre du Bureau exécutif est le Président (ou le Premier vice-président, en l'absence du Président) agissant conformément à ses pouvoirs et responsabilités en tant que Président (Article 54.2 des Statuts), ce qui inclut en particulier la responsabilité d'appuyer, de superviser et d'assurer la liaison avec le Directeur général au nom du Bureau exécutif (Article 54.2(j) des Statuts) ;

4.23.2 Si le Membre du Bureau exécutif est investi du pouvoir de le faire, pouvoir délégué ou autrement autorisé par le Président ou le Bureau exécutif.

4.24 En outre, les Membres du Bureau exécutif ne sont pas autorisés à ordonner ou à demander à un membre du Personnel d'agir ou de s'abstenir d'agir concernant des questions en rapport avec World Athletics, sous réserve que :

4.24.1 Le Président (ou le Premier vice-président en l'absence du Président) peut le faire lorsque le Membre du Bureau exécutif est le Président (ou le Premier vice-président en l'absence du Président) ; et

- a. Le membre du Personnel relève directement du Président, à l'instar de son assistant personnel ;
- b. De l'avis du Bureau exécutif, le Directeur général est susceptible de ne pas s'acquitter ou ne s'acquitte pas de ses responsabilités de manière satisfaisante ; ou,
- c. Le Président a convenu avec le Directeur général qu'il peut donner de telles directives ou ordres, soit de manière générale, soit concernant une question spécifique, à certains membres du Personnel.

- 4.24.2 Le Membre du Bureau exécutif est membre d'un Comité du Bureau exécutif ou le Président d'une Commission ou d'un Groupe de travail qui a été autorisé, soit de manière générale, soit concernant une question spécifique, à donner un ordre ou une directive à certains membres du Personnel par le Directeur général ou le Directeur dont relève le membre du Personnel concerné.
- 4.25 Rien dans les Règles 4.23 ou 4.24 n'empêche ou n'a pour but de limiter de quelque façon que ce soit :
- 4.25.1 Le pouvoir du Bureau exécutif de prendre des décisions que le Directeur général est chargé de mettre en œuvre ; et,
- 4.25.2 Le pouvoir des Membres du Bureau exécutif de communiquer directement avec le Directeur général ou avec le Personnel étant entendu que :
- a. Les communications avec le Personnel sur les questions de fond examinées par le Bureau exécutif doivent se faire en général par l'entremise du Directeur général ou des Directeurs concernés (à l'exclusion des questions administratives et logistiques) ; et,
  - b. Un Membre du Bureau exécutif qui est membre d'une Commission ou d'un Groupe de travail peut communiquer avec le(s) membre(s) du Personnel désigné(s) comme responsable(s) ou assistant(s) de cette Commission ou de ce Groupe de travail.

#### **Rôle d'interface du Bureau exécutif vis-à-vis des Organes indépendants de World Athletics**

- 4.26 Les dispositions de la Règle 3.13 concernant le rôle d'interface des Membres du Conseil avec les Organes indépendants de World Athletics s'appliquent au Bureau exécutif sur la même base et selon les mêmes procédures que pour le Conseil et toute référence au Conseil inclut le Bureau exécutif.

#### **Comités du Bureau exécutif**

- 4.27 Le Bureau exécutif a le pouvoir et la responsabilité d'établir des comités, des équipes spéciales ou d'autres groupes pour effectuer toute mission relevant de sa compétence, en vertu de l'autorité que le Bureau exécutif leur délègue, y compris, mais sans s'y limiter, un ou plusieurs sous-comités des finances, de l'audit et des risques (Article 58.2(i) des Statuts).
- 4.28 Le Bureau exécutif établit les comités prévus dans les présentes Règles et les autres comités qu'il juge appropriés. Les comités sont responsables devant le Bureau exécutif, auquel ils font rapport.
- 4.29 Sous réserve des présentes Règles, le Bureau exécutif approuve le cahier des charges de chaque comité, qui fixe expressément :
- 4.29.1 Sa composition ;
  - 4.29.2 Son rôle et ses attributions ;
  - 4.29.3 La nature et les limites de ses pouvoirs délégués ;
  - 4.29.4 Les exigences en matière de rapports au Bureau exécutif.
- 4.30 Le Bureau exécutif établit les comités permanents suivants pour s'acquitter de certains de ses



pouvoirs et responsabilités :

- 4.30.1 Un Comité d'audit et des finances, ou plus d'un comité chargé de le conseiller sur un ou plusieurs aspects relatifs aux audits et aux finances ;
  - 4.30.2 Un Comité de rémunération chargé d'examiner la rémunération des Membres du Bureau exécutif et du Directeur général et de formuler des avis au Bureau exécutif à ce sujet ;
  - 4.30.3 Un Comité des risques chargé d'examiner et de conseiller le Bureau exécutif sur les risques encourus par World Athletics ; et
  - 4.30.4 Tout autre Comité que le Bureau exécutif souhaite établir pour le conseiller sur les questions relevant de sa compétence.
- 4.31 Les règles suivantes s'appliquent à tous les comités du Bureau exécutif :
- 4.31.1 Chaque comité doit être composé de deux (2) membres au moins du Bureau exécutif ;
  - 4.31.2 En règle générale, un comité ne doit pas compter plus de cinq (5) membres ;
  - 4.31.3 Le Bureau exécutif doit tenir compte de la nécessité que des membres indépendants siègent au Comité d'audit et des finances et au Comité des risques ;
  - 4.31.4 Le quorum pour toute réunion ou décision d'un comité est de trois (3) membres, dont au moins un (1) doit être un Membre du Bureau exécutif ;
  - 4.31.5 Le Bureau exécutif nomme le Président de chaque comité, qui doit être un Membre du Bureau exécutif ;
  - 4.31.6 Dans la mesure du possible, l'équilibre entre les sexes doit être respecté au sein de chaque comité ;
  - 4.31.7 Les membres sont désignés principalement en raison de leur expertise dans le domaine de compétence du comité ;
  - 4.31.8 Les avis de postes de membres (à l'exception des Membres du Bureau exécutif) au sein d'un comité doivent être publiés sur le Site Internet de World Athletics et communiqués à toutes les Fédérations membres et Associations continentales ;
  - 4.31.9 Le président de chaque comité doit faire rapport sur les activités du comité aux réunions du Bureau exécutif, le cas échéant, et à tout autre moment requis par le Bureau exécutif ;
  - 4.31.10 Le Bureau exécutif ne peut déléguer à un comité le pouvoir d'approuver ou de conclure une transaction, ou d'engager sa responsabilité au-delà de 10 000 euros.

#### **Autorité, communication et médias**

- 4.32 Le Bureau exécutif agit et prend des décisions au nom de World Athletics conformément aux pouvoirs et attributions énoncés à l'Article 58 des Statuts. Le Bureau exécutif ne peut agir ou prendre de décisions au nom de World Athletics qui relèvent de la responsabilité d'un autre organe de World Athletics, y compris le Conseil.
- 4.33 Les Membres du Bureau exécutif ne peuvent conclure de transaction, de contrat, d'accord,

d'arrangement ou autre convention engageant la responsabilité de World Athletics, sauf approbation préalable du Conseil ou du Bureau exécutif.

4.34 Les Membres du Bureau exécutif peuvent faire des Déclarations publiques au sujet de World Athletics et de ses travaux dans les circonstances suivantes :

4.34.1 Lorsque les Déclarations publiques ne contiennent pas d'informations que World Athletics considère comme confidentielles ; et,

4.34.2 Lorsque les Déclarations publiques ne sont pas susceptibles d'enfreindre, ou n'enfreignent pas, le Code de conduite en matière d'intégrité, notamment lorsqu'elles ne sont pas susceptibles de nuire ou ne nuisent pas à la réputation de World Athletics ou de l'Athlétisme en général ; et,

4.34.3 Lorsque :

- a. Le Membre du Bureau exécutif est le Président ;
- b. Le Membre du Bureau exécutif est autorisé à faire les Déclarations publiques au nom du Président ;
- c. Le Membre du Bureau exécutif a discuté et convenu du contenu des Déclarations publiques au préalable avec le Directeur général ou son représentant désigné ; ou
- d. Les Déclarations publiques sont faites conformément à la politique en matière de médias décidée par le Conseil.

## 5. Commissions et Groupes de travail

### Aperçu

5.1 La présente Règle 5 énonce les règles applicables aux Commissions et Groupes de travail.

### Définitions

5.2 « **Commission** » : un groupe de personnes nommées par le Conseil afin de fournir expertise et conseils au Conseil, et qui est établie et fonctionne en conformité avec les Règles (Article 86 des Statuts – Définitions spécifiques).

5.3 « **Groupes de travail** » : les groupes, qui ne sont pas des Commissions, dont les membres sont désignés par le Conseil afin d'accomplir des tâches ou projets spécifiques (Article 86 des Statuts – Définitions spécifiques).

### Compétence

5.4 En vertu de l'Article 47.2(n) des Statuts, le Conseil a le pouvoir et la responsabilité de constituer et de supprimer des Commissions et des Groupes de travail s'il l'estime opportun, d'en nommer et d'en révoquer les membres et de surveiller leur progrès.

5.5 Les Commissions et les Groupes de travail n'ont pas le pouvoir de prendre des décisions au nom du Conseil ou de World Athletics. Ils rendent compte devant le Conseil.

- 5.6 Les Commissions et les Groupes de travail peuvent, sur demande, fournir une expertise et des conseils au Président, au Bureau exécutif, au Directeur général et aux Directeurs, ainsi qu'à d'autres Commissions et Groupes de travail.
- 5.7 Les Commissions sont des organes permanents établis pour la période allant de leur nomination jusqu'au prochain Congrès électoral ou, dans le cas de la Commission des athlètes, conformément à la Règle 5.50. Les Groupes de travail sont des organes ad hoc établis uniquement pour la période nécessaire à la réalisation d'une tâche ou d'un projet spécifique.
- 5.8 De plus, en vertu de l'Article 47.2(o) des Statuts, le Conseil a le pouvoir et la responsabilité d'établir et de dissoudre tout autre organe, panel ou équipe spéciale auquel le Conseil a délégué des pouvoirs, comme il en a décidé.

### **Commissions — Nature et objet**

- 5.9 Les Commissions sont au nombre de quatre (4) :
- 5.9.1 La Commission des compétitions ;
  - 5.9.2 La Commission du développement ;
  - 5.9.3 La Commission de la gouvernance ; et,
  - 5.9.4 La Commission des athlètes.
- 5.10 Des Commissions supplémentaires peuvent être établies par le Conseil, habituellement sur recommandation de la Commission de la gouvernance, moyennant modification des présentes Règles par le Conseil.
- 5.11 Les fonctions dévolues à chaque Commission sont décrites plus précisément dans le cahier des charges approuvé pour chacune d'elle. Elles sont les suivantes :
- 5.11.1 La Commission des compétitions est chargée de formuler des avis au Conseil concernant le format, les qualifications, le programme et l'organisation des Compétitions internationales, y compris les nouvelles compétitions et les Règles techniques de l'Athlétisme.
  - 5.11.2 La Commission du développement a pour fonction de formuler des avis au Conseil concernant le développement de l'Athlétisme partout dans le monde afin d'encourager la pratique de l'Athlétisme à tous les niveaux, qu'il soit amateur ou de haut niveau, en vue de trouver une réponse aux enjeux d'ordre social tels que la santé, le bien-être, la délinquance et l'inclusion sociale.
  - 5.11.3 La Commission de la gouvernance est chargée de formuler des avis au Conseil concernant les aspects nécessaires pour assurer de bonnes pratiques de gouvernance au sein de World Athletics et de ses membres et pour maintenir les normes d'intégrité les plus élevées, y compris l'examen de l'ensemble des Règles et Règlements.
  - 5.11.4 La Commission des athlètes a pour fonction de conseiller le Conseil sur les questions liées à l'Athlétisme du point de vue des athlètes.
- 5.12 Le rôle, la procédure et les pouvoirs propres à chaque Commission sont énoncés dans un cahier des charges écrit approuvé par le Conseil.
- 5.13 En outre, un plan quadriennal, approuvé par le Conseil (sur recommandation de chaque Commission), doit être établi pour chaque Commission, qui sera aligné sur le Plan stratégique

et fixera les objectifs qui devront être atteints par la Commission durant son mandat.

### **Commissions — Composition et nomination**

- 5.14 Les Règles 5.15 à 5.27 ne s'appliquent pas à la Commission des athlètes (voir Règles 5.46 à 5.55).
- 5.15 Chaque Commission compte entre huit (8) et douze (12) membres, dont au moins deux (2) Membres du Conseil. Le Président est membre de droit de chaque Commission.
- 5.16 Chaque Commission est nommée par le Conseil sur recommandation du Panel de nomination, à l'exception des Membres du Conseil qui souhaitent faire partie d'une Commission et qui sont nommés par le Conseil sur recommandation du Président.
- 5.17 Le critère principal de nomination d'une personne au sein d'une Commission (y compris les Membres du Conseil) est la connaissance et l'expertise spécifiques qu'elle possède dans le domaine de compétence de la Commission. Le critère secondaire de nomination au sein d'une Commission tient compte de ce que la Commission doit comprendre :
- 5.17.1 Au moins une (1) personne de chaque Région continentale ;
  - 5.17.2 Au moins 30 % de représentants des deux sexes ; et,
  - 5.17.3 Un membre de la Commission des athlètes.
- 5.18 La procédure de nomination des membres (autres que les Membres du Conseil) au sein d'une Commission est la suivante :
- 5.18.1 Un appel à candidatures pour toutes les Commissions sera lancé immédiatement après la première réunion du Conseil tenue après chaque Congrès électoral. Cet appel sera transmis aux Fédérations membres et aux Associations continentales par circulaire ou autre communication écrite et sera également publié sur le Site Internet.
  - 5.18.2 Les candidatures doivent être soumises par écrit avec l'aval de la Fédération membre ou de l'Association continentale dont le candidat est membre ou à laquelle il est autrement associé (par exemple, un membre d'un club membre ou autre organisme affilié à la Fédération membre), à moins qu'il ne soit un expert, auquel cas sa candidature peut être approuvée par le Directeur général.
  - 5.18.3 Les candidatures doivent parvenir au Directeur général dans un délai d'un (1) mois après la première réunion du Conseil tenue après chaque Congrès électoral.
  - 5.18.4 Un membre du Personnel ou un membre d'un Organe indépendant ne peut être membre d'une Commission, à l'exception du Président et des Membres du Conseil qui sont membres du Panel de nomination au Bureau exécutif et du Bureau de l'Unité d'intégrité.
  - 5.18.5 Le Panel de nomination procède à un examen des candidatures et établit une liste restreinte conformément aux présentes Règles. L'examen peut comprendre des entrevues et des demandes de renseignements auprès des candidats afin de s'assurer qu'ils sont aptes à occuper le poste. Ce faisant, le Panel de nomination doit d'abord considérer les candidats approuvés par une Fédération membre ou une Association continentale et, si les compétences, l'expertise, les connaissances et les autres critères énoncés à la Règle 5.17 de ces candidats sont insuffisants pour la Commission concernée, le Panel peut considérer les candidats qui sont des experts recommandés par le Directeur général.

- 5.18.6 Une personne ne peut être membre de plus de deux (2) Commissions en même temps, sauf dans des circonstances exceptionnelles recommandées par le Panel de nomination.
- 5.18.7 Les candidats figurant sur la liste restreinte feront l'objet d'une Vérification d'éligibilité conformément aux Règles de vérification d'éligibilité. Tous les candidats doivent être Éligibles en vertu des Règles de vérification d'éligibilité.
- 5.18.8 Le Directeur général formule des recommandations au Conseil qui approuve les candidatures des personnes qu'il juge les plus aptes à occuper les postes au sein d'une Commission, y compris les Présidents de ces Commissions dont la nomination est proposée (qui doivent disposer des compétences et de l'expérience requises pour présider des organes et des réunions), sur la base des critères spécifiés à la Règle 5.17. Les Membres du Conseil peuvent, mais ce n'est pas nécessaire, être recommandés au poste de Président d'une Commission.
- 5.18.9 Le Conseil nomme le Président d'une Commission et ses membres au plus tard six (6) mois après chaque Congrès électoral.
- 5.18.10 La nomination d'un membre d'une Commission est subordonnée à son acceptation des obligations, attentes et engagements énoncés dans la lettre de nomination.

#### **Commissions — Mandat et révocation**

- 5.19 Le mandat des membres de chaque Commission débute dès la notification de leur nomination par le Conseil et, sous réserve des Règles 5.20 à 5.22, s'achève à la fin de chaque Congrès électoral (tenu quatre (4) ans plus tard), et peut être reconduit à trois (3) reprises au maximum, soit pour une période de douze (12) ans.
- 5.20 Un membre d'une Commission peut démissionner avant l'échéance de son mandat moyennant un préavis écrit d'au moins un (1) mois adressé au Président de la Commission, au Président et au Directeur général.
- 5.21 Un membre d'une Commission peut être révoqué avant l'échéance de son mandat, par décision du Conseil (au terme d'une procédure au cours de laquelle le membre bénéficie du droit de se défendre) sur recommandation du Président de la Commission émise au Président (ou, si la révocation concerne le Président de la Commission, sur recommandation du Directeur général) au motif :
- 5.21.1 De son Inéligibilité ;
- 5.21.2 D'une infraction aux présentes Règles ou à toutes autres Règles ou Règlement ; ou,
- 5.21.3 De tout autre acte ou conduite qui, de l'avis du Conseil, est de nature à discréditer la Commission ou World Athletics.
- 5.22 De plus, les Membres d'une Commission sont réputés avoir quitté leurs fonctions si, au cours de leur mandat, ils :
- 5.22.1 Décèdent ; ou,
- 5.22.2 Sont absents à deux (2) ou plus de deux (2) réunions de la Commission sans l'approbation préalable du Président de la Commission.

#### **Groupes de travail — Composition et nomination**

- 5.23 Des Groupes de travail peuvent être établis le cas échéant par le Conseil sur recommandation

- du Président ou du Directeur général.
- 5.24 Un Groupe de travail doit être doté du nombre de membres nécessaires pour mener à bien la tâche ou le projet qui lui a été confié. Le Président est membre de droit de chaque Groupe de travail.
- 5.25 Les principaux critères de nomination d'une personne au sein d'un Groupe de travail résident dans les connaissances et l'expertise particulières qu'elle possède dans le domaine relevant de la compétence du Groupe de travail. Les critères secondaires de nomination précisés à la Règle 5.17 peuvent également être pris en compte, sans que cela soit obligatoire.
- 5.26 Les membres du Personnel ou d'un Organe indépendant ne peuvent être membres d'un Groupe de travail, à l'exception du Président et du Membre du Conseil qui est membre du Panel de nomination au Bureau exécutif.
- 5.27 La procédure de nomination des membres (autres que les Membres du Conseil) des Groupes de travail est la suivante :
- 5.27.1 À moins que les travaux du Groupe de travail ne soient urgents (c'est-à-dire qu'il doit terminer ses travaux dans les douze (12) mois), un appel à candidatures sera transmis aux Fédérations membres et aux Associations continentales par voie de circulaire ou autre communication écrite et sera également publié sur le Site Internet. Le Président peut demander à un Membre du Conseil d'être membre d'un Groupe de travail (sous réserve de l'approbation du Conseil) et aucune nomination n'est requise.
- 5.27.2 Lorsque les travaux confiés au Groupe de travail sont urgents (en vertu de la Règle 5.27.1), ses membres peuvent être sélectionnés et recommandés par le Directeur général au Conseil pour approbation. Si les travaux menés par le Groupe de travail instauré en vertu des présentes Règles sont susceptibles de se poursuivre pendant plus de douze (12) mois, le Directeur général est tenu, avant la fin de la période de douze (12) mois, de lancer un appel à candidatures conformément à la Règle 5.27.3 aux fonctions de membre du Groupe de travail, lequel membre sera nommé par le Conseil conformément aux Règles 5.27.4 à 5.27.8.
- 5.27.3 Les nominations pour les Groupes de travail (autres que celles concernant les Membres du Conseil) doivent être soumises par écrit avec l'aval de la Fédération membre ou de l'Association continentale dont le candidat est membre ou à laquelle il est autrement associé (par exemple, un membre d'un club membre ou autre organisme affilié à la Fédération membre), à moins qu'ils ne soient un expert dans le domaine relevant de la compétence du Groupe de travail, auquel cas sa candidature peut être approuvée par le Directeur général de World Athletics.
- 5.27.4 Les candidatures doivent être reçues par le Directeur général avant la date spécifiée dans l'appel à candidatures, qui ne doit intervenir un (1) mois au minimum après publication sur le Site Internet.
- 5.27.5 Les candidatures sont examinées et les candidats présélectionnés par le Directeur général ou son représentant.
- 5.27.6 Les candidats figurant sur la liste restreinte feront l'objet d'une Vérification d'éligibilité conformément aux Règles de vérification d'éligibilité. Tous les candidats doivent être Éligibles en vertu des Règles de vérification d'éligibilité.
- 5.27.7 Le Directeur général formule des recommandations au Conseil qui approuve les candidatures des personnes qu'il juge les plus aptes à occuper les postes au sein d'un Groupe de travail, y compris le Président du Groupe de travail dont la

nomination est proposée (qui doit disposer des compétences et de l'expérience requises pour présider des organes et des réunions), sur la base des critères spécifiés à la Règle 5.25.

- 5.27.8 La nomination d'un membre d'un Groupe de travail est subordonnée à son acceptation des obligations, attentes et engagements énoncés dans la lettre de nomination.

### **Groupes de travail — Mandat et révocation**

- 5.28 Le mandat des membres de chaque Groupe de travail débute dès la notification de leur nomination par le Conseil et, sous réserve de la Règle 5.30, s'achève à la date ou dans les circonstances énoncées dans le cahier des charges approuvé par le Conseil, ou à toute autre date antérieure ou ultérieure décidée par le Conseil, sous réserve de la Règle 5.30.
- 5.29 Le mandat des membres d'un Groupe de travail ne peut dépasser deux (2) ans. Si les travaux de la Commission doivent se poursuivre au-delà de deux (2) ans, ceux-ci seront transférés à une Commission ou à un autre Groupe de travail en cours d'instauration.
- 5.30 Un membre d'un Groupe de travail peut démissionner ou être révoqué au même titre qu'un membre d'une Commission, conformément aux Règles 5.20 à 5.22.

### **Commissions et Groupes de travail — Procédures de travail**

- 5.31 Chaque Commission et Groupe de travail est placé sous la responsabilité d'un Directeur de World Athletics, qui assiste à toutes les réunions et tous les travaux de la Commission. Le Directeur général peut également assister à toute réunion ou aux travaux de la Commission.
- 5.32 Le Directeur concerné, en consultation avec le Président de chaque Commission et Groupe de travail, fixe l'ordre du jour, le calendrier des réunions et les travaux (sous réserve du budget). Le Directeur général veille à ce que les travaux de chaque Commission et de chaque Groupe de travail bénéficient d'un soutien suffisant.
- 5.33 Le Président de chaque Commission et de chaque Groupe de travail est responsable en dernier ressort des travaux et des résultats de la Commission ou du Groupe de travail. Si des problèmes ou des différences surgissent entre le Président et le Directeur concerné, ils seront soumis au Directeur général.
- 5.34 Lors de sa première réunion suivant son instauration (laquelle devrait généralement avoir lieu dans les deux (2) mois suivant son instauration) chacune des Commissions approuve le Plan quadriennal proposé qui sera soumis au Conseil pour approbation. Ce Plan sera revu et, le cas échéant, révisé chaque année, afin de s'assurer qu'il est en adéquation avec le Plan stratégique.
- 5.35 Les tâches et résultats attendus de chaque Groupe de travail sont énoncés dans le cahier des charges approuvé par le Conseil.
- 5.36 Le Président de chaque Commission fait rapport au minimum deux fois par année au Conseil, à la demande du Président de World Athletics, sur les progrès réalisés par rapport au plan quadriennal, verbalement ou par écrit, y compris en ayant recours à la technologie. Le contenu du rapport au Conseil doit être préalablement approuvé par les membres de la Commission.
- 5.37 Les Commissions doivent se « réunir » au minimum trois (3) fois par an, dont une fois au moins en personne et autrement via l'utilisation d'outils de communication (par exemple, vidéoconférence ou audio, Skype, etc.) Les Groupes de travail doivent se réunir aussi souvent que nécessaire en personne ou via l'utilisation d'outils de communication en vue d'atteindre les objectifs fixés.

- 5.38 La Commission peut convenir d'attribuer certaines tâches spécifiques à un nombre restreint de membres au sein de la Commission qui disposent de l'expertise nécessaire et lui demander de lui soumettre un rapport contenant des conseils et recommandations. Par exemple, la Commission des compétitions peut confier à un groupe restreint parmi ses membres des tâches liées aux Règles techniques; de même la Commission de la gouvernance peut confier l'examen des réglementations à quelques-uns de ses membres qui disposent de l'expertise juridique nécessaire.

### **Autre**

- 5.39 Les Commissions et les Groupes de travail n'ont pas le pouvoir de prendre des décisions au nom de World Athletics. Ils ont une compétence consultative et ne peuvent faire de recommandations qu'au Conseil et au Directeur général (si cela fait partie de leur mandat).
- 5.40 Les Commissions et les Groupes de travail n'ont pas le pouvoir d'engager des dépenses ou d'obliger World Athletics dans le cadre d'un engagement financier ou autre.
- 5.41 Les membres des Commissions et des Groupes de travail ne peuvent intervenir dans les médias (dans quelque forum que ce soit) sans l'approbation préalable du Président ou du Directeur général.
- 5.42 Les membres des Commissions et des Groupes de travail perçoivent des honoraires et sont remboursés de leurs dépenses conformément aux politiques de World Athletics.
- 5.43 Les membres de l'ensemble des Commissions et Groupes de travail sont liés par les Statuts, Règles et Règlements de World Athletics, y compris le Code de conduite en matière d'intégrité.
- 5.44 Le Directeur général peut nommer des conseillers chargés de fournir une expertise ou des conseils particuliers à une Commission ou un Groupe de travail, après consultation avec le Président de la Commission ou du Groupe de travail concerné. Les conseillers ont un rôle de conseil auprès des Membres de la Commission ou du Groupe de travail concerné(s) et ne peuvent exercer d'autres fonctions ou interférer avec les attributions de la Commission ou du Groupe de travail. Les conseillers ne peuvent être membres de la Commission ou du Groupe de travail.
- 5.45 Les Présidents de Commission se réunissent au moins une fois par an, à l'endroit et à la date fixés par le Directeur général, afin de discuter de questions d'intérêt commun entre les Commissions.

### **Commission des athlètes**

- 5.46 Les Règles 5.47 à 5.55 s'appliquent à la Commission des athlètes, ainsi que les Règles 5.31 à 5.45 (Procédures de travail).
- 5.47 **Aperçu** : La procédure de constitution de la Commission des athlètes est, en résumé, la suivante :
- 5.47.1 Six (6) personnes sont élues à la Commission des athlètes lors de la tenue des Championnats du monde de World Athletics;
- 5.47.2 Six (6) autres personnes au maximum sont nommées à la Commission des athlètes par le Conseil, après les Championnats du monde de 2019 et ensuite après un Championnat du monde sur deux.
- 5.48 **Composition** : La Commission des athlètes se compose de :



- 5.48.1 Douze (12) membres élus, selon les modalités prévues à la Règle 5.50 des présentes Règles, et approuvés par le Conseil (« les Membres élus de la Commission des athlètes »); et,
- 5.48.2 Six (6) autres membres au maximum sont nommés par le Conseil conformément à la Règle 5.51 des présentes Règles (« les Membres nommés de la Commission des athlètes »);

Désignés ensemble sous le nom de « Membres de la Commission des athlètes ».

5.49 **Éligibilité** : Pour être éligible à une nomination au sein de la Commission des athlètes (que ce soit en tant que Membre élu de la Commission des athlètes ou en tant que Membre nommé de la Commission des athlètes) et à demeurer en fonction, une personne doit :

- 5.49.1 Être membre d'une Fédération membre (ou d'un organe affilié à la Fédération membre) qui soit en règle;
- 5.49.2 Être désignée par sa Fédération membre;
- 5.49.3 Être âgée de dix-huit (18) ans révolus;
- 5.49.4 Avoir participé à un (1) au minimum des deux (2) derniers Championnats du monde de World Athletics ou aux derniers Jeux olympiques, ou participer aux Championnats du monde dans l'année durant laquelle l'élection a lieu s'agissant des Membres élus de la Commission des athlètes;
- 5.49.5 Être en mesure de s'exprimer et de comprendre l'anglais de manière suffisante;
- 5.49.6 Ne pas faire l'objet d'une enquête, ou avoir fait l'objet d'une condamnation ou d'une autre sanction au motif :
  - a. D'une violation liée au dopage (qu'elle ait ou non purgé la sanction qui lui a été imposée); ou,
  - b. De toute autre infraction ou violation des règles de World Athletics, d'une Association continentale ou d'une Fédération membre (qu'elle ait ou non purgé la sanction qui lui a été imposée); ou,
  - c. D'une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement de deux (2) ans ou plus en vertu de toute loi applicable (à moins que la personne n'ait purgé la sanction qui lui a été imposée); et,
  - d. Être déclarée Éligible par le Panel de vérification d'éligibilité en vertu des Statuts (conformément aux Règles de vérification d'éligibilité). Il est procédé à l'évaluation de l'éligibilité en vertu des Règles de vérification d'éligibilité avant l'élection (en vertu de la Règle 5.50.1) ou la nomination par le Conseil (en vertu de la Règle 5.51).

5.50 Membres élus de la Commission des athlètes

- 5.50.1 Les élections des Membres élus de la Commission des athlètes se tiennent conformément à la Règle 6 et à l'annexe 3 des Règles de candidature à une fonction au sein de World Athletics.
- 5.50.2 Avant l'élection, à la date spécifiée par World Athletics et conformément aux Règles de vérification d'éligibilité, chaque candidat doit faire l'objet d'une procédure de

vérification par le Panel de vérification d'éligibilité afin d'être considéré comme Éligible.

5.51 **Membres nommés** : En plus des Membres élus de la Commission des athlètes, le Conseil peut nommer jusqu'à six (6) personnes, et ce une fois tous les quatre ans selon le processus ci-dessous, et pour un mandat de la durée décrite à la Règle 5.52 ci-après :

5.51.1 Au moins deux (2) mois avant un Championnat du monde sur deux, le Conseil peut demander aux Fédérations membres de proposer des candidatures pour pourvoir jusqu'à un maximum de six (6) postes au titre de Membre nommé de la Commission des athlètes.

5.51.2 Les Fédérations membres peuvent proposer la candidature d'une (1) personne (qui est Éligible selon la Règle 5.49), dans le respect de la procédure et des délais spécifiés par World Athletics.

5.51.3 Conformément aux Règles de vérification d'éligibilité, tous les candidats doivent faire l'objet d'une procédure de vérification par le Panel de vérification d'éligibilité et être déclarés Éligibles par ce même Panel avant de pouvoir présenter une candidature.

5.51.4 Dans le mois suivant l'élection des Membres élus de la Commission des athlètes en vertu de la Règle 5.50 et avant la réunion du Conseil suivant la confirmation de la nomination de chaque Membre élu de la Commission des athlètes, le Conseil doit nommer un sous-comité (incluant le Président) pour examiner les candidatures reçues.

5.51.5 Ce sous-comité doit faire des recommandations au Conseil pour les Membres nommés de la Commission des athlètes. Au plus tard le 31 décembre de la même année que l'élection des Membres élus de la Commission des athlètes, le Conseil décidera de confirmer ou non la nomination de chacun des Membres nommés de la Commission des athlètes.

5.51.6 En décidant du nombre de postes de Membres nommés de la Commission des athlètes disponibles (voir la Règle 5.51.1) et des personnes à nommer, le Conseil doit tenir compte de l'exigence consistant à nommer au moins 30 % des Membres de la Commission des athlètes de chaque sexe et de celle visant à respecter un équilibre qui tient compte des Régions continentales dont sont issus les candidats à la Commission des athlètes, de leurs disciplines en athlétisme, de leurs aptitudes/compétences et de leur disponibilité.

5.52 **Mandat** : Sous réserve de la Règle 5.52.6., la durée du mandat des membres de la Commission des athlètes est d'environ quatre (4) ans comme suit :

5.52.1 Pour les Membres nommés de la Commission des athlètes, le mandat débute à compter de leur nomination par le Conseil (conformément à la Règle 5.51.5) ;

5.52.2 Sous réserve de la Règle 5.53 (démission et révocation), ce mandat expire quatre (4) ans plus tard lors de la nomination par le Conseil du prochain groupe de Membres de la Commission des athlètes ;

5.52.3 Pour les Membres élus de la Commission des athlètes à compter de la clôture des Championnats du monde de World Athletics au cours desquels leur nomination est annoncée ; et

5.52.4 Sous réserve des Règles 5.52.6, 5.52.7 et 5.53, expirant quatre (4) ans plus tard à la fin des Championnats du monde de World Athletics tenus cette année-là.

- 5.52.5 Un membre de la Commission des athlètes dont l'éligibilité a été attestée et maintenue (en vertu de la Règle 5.49) peut être réélu ou nommé de nouveau pour des mandats subséquents et consécutifs jusqu'à un maximum de trois (3) mandats conformément à la procédure décrite aux Règles 5.50 et 5.51.
- 5.52.6 Les Membres de la Commission des athlètes élus avant les Championnats du monde de World Athletics 2019 et dont le mandat expirera le 31 décembre 2021, cesseront leur mandat après l'annonce des résultats de l'élection des nouveaux membres élus de la Commission des athlètes (conformément à la Règle 5.50), et ce, après les Championnats du monde de World Athletics de 2022.
- 5.52.7 Les membres de la Commission des athlètes élus lors des Championnats du monde de World Athletics 2022 termineront leur mandat à l'annonce des résultats de l'élection des nouveaux membres de la Commission des athlètes à l'issue des Championnats du monde de World Athletics 2025.
- 5.53 Démission et révocation
- 5.53.1 Les Membres de la Commission des athlètes peuvent démissionner avant l'échéance de leur mandat moyennant un préavis écrit d'au moins un (1) mois adressé au Président de la Commission des athlètes, au Vice-président de la Commission des athlètes et au Président de World Athletics.
- 5.53.2 Les Membres de la Commission des athlètes peuvent être révoqués de la Commission des athlètes avant l'échéance de leur mandat, par décision du Conseil (au terme d'une procédure au cours de laquelle le membre bénéficie du droit de se défendre) sur recommandation du Président de la Commission des athlètes au Président de World Athletics au motif de :
- a. La violation des présentes Règles, d'autres Règles ou d'un Règlement ; ou
  - b. De tout autre acte ou conduite qui, de l'avis du Conseil, est de nature à discréditer la Commission des athlètes ou World Athletics.
- 5.53.3 En outre, les Membres de la Commission des athlètes sont réputés avoir quitté leurs fonctions si, au cours de leur mandat :
- a. Ils décèdent ; ou
  - b. Sont absents à deux (2) ou plus de deux (2) réunions de la Commission des athlètes sans l'approbation préalable du Président de la Commission.
- 5.54 Changements et vacances de poste
- 5.54.1 Si un poste est, à tout moment, laissé vacant (qu'il s'agisse de celui d'un Membre élu de la Commission des athlètes ou d'un Membre nommé de la Commission des athlètes) au sein de la Commission des athlètes, que ce soit par suite d'une démission, d'une révocation ou autrement, le Conseil peut (sur recommandation du Président et du Vice-Président de la Commission et du Président de World Athletics) nommer un membre en remplacement (qui doit être Éligible en vertu de la Règle 5.49) pour la durée restante du mandat du poste vacant.
- 5.54.2 Si le poste vacant est celui d'un membre élu de la Commission des athlètes, le Conseil peut nommer le candidat qui a reçu le plus grand nombre de voix pour l'élection à la Commission des athlètes lors de la dernière élection (tenue en vertu de la Règle 5.50.1).

5.55 Présidence et vice-présidence

- 5.55.1 La Commission des athlètes recommande au Conseil deux (2) de ses membres qui seront désignés Président et Vice-président de la Commission. Les candidats aux deux postes seront recommandés et prendront leurs fonctions en même temps.
- 5.55.2 Le Président de la Commission (ou le Vice-président en l'absence du Président ou à sa demande) est chargé de diriger les travaux de la Commission des athlètes et en est le porte-parole. Il a les attributions suivantes :
- a. Présider et préparer l'ordre du jour et les documents pour toutes les réunions de la Commission des athlètes ;
  - b. Agir en qualité de porte-parole de la Commission des athlètes, y compris auprès des médias, sous réserve des dispositions relatives au cahier des charges ;
  - c. Assurer la liaison avec le Président et Directeur général, au besoin ou sur demande ;
  - d. Préparer et présenter des rapports au Conseil ;
  - e. Assister aux réunions du Conseil et de toute autre Commission ou Groupe de travail à la demande du Président ou du Conseil ;
  - f. Représenter les athlètes de World Athletics à tout forum, groupe ou présentation à la demande du Président ou du Directeur général ;
  - g. Communiquer régulièrement avec les Membres de la Commission des athlètes et d'autres athlètes et personnes afin de déterminer les questions qui seront examinées par la Commission ; et,
  - h. Assumer toute autre fonction spécifique exigée par le Directeur général, le Président ou le Conseil qui entre dans le cadre du rôle et des responsabilités de la Commission des athlètes (qui sont définis dans son cahier des charges).
- 5.55.3 Seuls les Membres actuels élus de la Commission des athlètes peuvent assumer les fonctions de Président ou de Vice-président de la Commission.
- 5.55.4 Le Président et le Vice-président de la Commission sont élus lors de la première réunion de la Commission des athlètes qui suit la confirmation par le Conseil de leur nomination après les Championnats du monde de World Athletics. Les Règles relatives au quorum et autres procédures de réunion sont précisées dans le cahier des charges de la Commission.
- 5.55.5 Les membres élus de la Commission des athlètes souhaitant se présenter à l'élection de Président ou de Vice-président de la Commission doivent soumettre leur candidature dans les formes et à la date prescrites par World Athletics. Un Membre élu de la Commission des athlètes peut demander à être nommé à l'un ou l'autre poste.
- 5.55.6 Lors d'une réunion de la Commission, les candidats sont invités à présenter aux autres Membres de la Commission des athlètes un bref exposé (3 minutes) sur leur aptitude à occuper le(s) poste(s) pour lequel/lesquels ils se sont portés candidats. À l'exception de cet exposé, les candidats ne peuvent préparer ou diffuser aucun document ou matériel ou solliciter publiquement un soutien à leur candidature. Ce

soutien doit se limiter à des discussions entre les membres.

- 5.55.7 L'élection a lieu à bulletin secret lors d'un scrutin auquel tous les Membres de la Commission des athlètes présents à la réunion ont le droit de participer, y compris ceux qui ont posé leur candidature pour le poste, selon les modalités suivantes :
- a. L'élection au poste de Président de la Commission a lieu en premier. Le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix est élu à condition qu'il obtienne la majorité absolue (plus de 50 %) des voix exprimées. Le résultat du vote est annoncé à la Commission par les scrutateurs.
  - b. L'élection au poste de Vice-président de la Commission a lieu ensuite. Si le candidat élu au poste de Président a également présenté une candidature au poste de Vice-président, il doit retirer sa candidature avant que le poste de Vice-président ne soit mis aux voix. Le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix lors du vote pour le poste de Vice-président est élu s'il obtient la majorité absolue des voix exprimées.
  - c. Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue des voix pour l'un ou l'autre poste, le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus faible sera invité à se retirer du scrutin, et un nouveau vote sera organisé. Cette procédure doit être répétée jusqu'à ce qu'un candidat obtienne la majorité absolue des voix pour le poste en question.
  - d. Le vote par procuration n'est pas autorisé.
  - e. Les abstentions ou votes nuls ne sont pas pris en compte.
  - f. Trois (3) personnes indépendantes de la Commission des athlètes et ne provenant pas du même pays que les candidats seront nommées scrutateurs par World Athletics. Les scrutateurs assurent la conduite de l'élection, décident de la validité des votes, procèdent au décompte des voix et informent l'assemblée des résultats.
- 5.55.8 À l'issue du scrutin, le Conseil décide, dès que possible, s'il y a lieu de confirmer ou non les nominations des candidats élus aux postes de Président et de Vice-président de la Commission. Le Conseil peut, à son entière discrétion, décider de ne pas confirmer une personne qui a été élue Présidente ou Vice-présidente si, de l'avis du Conseil, des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision. Dans cette hypothèse, une autre élection sera organisée afin de pourvoir le poste conformément à la procédure établie à la Règle 5.55.7, le Membre de la Commission des athlètes ayant été élu à l'un des deux postes étant invité à se retirer du scrutin pour ce poste.
- 5.55.9 Le Président et le Vice-président de la Commission sont nommés pour un mandat de quatre (4) ans, qui débute au moment de l'approbation donnée par le Conseil à leur nomination et s'achève quatre (4) ans plus tard, sous réserve de la Règle 5.55.10, et tant qu'ils demeurent membres de la Commission. Un membre élu de la Commission des athlètes peut être réélu pour un nouveau mandat de Président ou de Vice-président et au maximum pour trois (3) mandats.
- 5.55.10 Le Président et le Vice-président de la Commission peuvent être démis de leurs fonctions avant l'échéance de leur mandat par suite :
- a. D'une démission ; ou,
  - b. D'une décision du Conseil prise à son entière discrétion ; ou

- c. De la décision de révocation de la Commission des athlètes prise à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de la Commission présents à la réunion convoquée à cette fin (par au moins six (6) membres de la Commission); ou
- d. De la démission ou de la révocation des Membres de la Commission des athlètes en vertu de la Règle 5.53.

5.55.11 La démission ou la révocation d'un Président ou d'un Vice-président de la Commission est sans effet sur leur qualité de Membre de la Commission des athlètes, à moins que leur mandat n'arrive à échéance ou que la Règle 5.55.10 s'applique. Si le Président et le Vice-président démissionnent ou sont révoqués de la Commission des athlètes, il est interdit d'occuper ce poste à compter de la date à laquelle la démission ou la révocation prend effet.

## 6. Panel de nomination

### Aperçu

- 6.1 La présente Règle 6 énonce les règles applicables au Panel de nomination concernant :
- 6.1.1 Son rôle et ses responsabilités;
  - 6.1.2 Les critères de nomination;
  - 6.1.3 Le calendrier des nominations;
  - 6.1.4 Sa composition; et,
  - 6.1.5 Les procédures applicables au déroulement des réunions.
- 6.2 En vertu des Statuts, les membres des Organes indépendants suivants sont nommés par le Congrès sur recommandation du Conseil :
- 6.2.1 Le Panel de vérification d'éligibilité (Article 27.1(h) des Statuts); et,
  - 6.2.2 Le Tribunal disciplinaire (Article 27.1(g) des Statuts).
- 6.3 En outre, le Conseil est habilité à nommer les membres du Panel de sélection (Article 67.6 des Statuts), des Commissions et des Groupes de travail (Articles 47.2(n) et (o) des Statuts) ainsi que du Panel de surveillance des élections (en vertu des Règles de candidature à une fonction au sein de World Athletics).
- 6.4 En vue de garantir l'objectivité et la fiabilité des recommandations formulées, un Panel de nomination sera désigné par le Conseil.

### Fonction et attributions

#### 6.5 Fonction

Le Panel de nomination a pour fonction d'identifier, d'engager, d'évaluer des candidats en vue de formuler des recommandations au Conseil concernant la nomination (ou la révocation) des membres des organes de World Athletics suivants :

- 6.5.1 Le Panel de sélection ;
- 6.5.2 Le Panel de vérification d'éligibilité ;
- 6.5.3 Le Tribunal disciplinaire ;
- 6.5.4 Le Panel de surveillance des élections ; et,
- 6.5.5 Les organes énoncés à la Règle 6.9 au sein desquels les Membres du Conseil sont nommés ;

(Dénommés « organe concerné » dans les présentes Règles).

## 6.6 Attributions

Le Panel de nomination exerce ses attributions en vertu de la Règle 6.5 (à l'exclusion de la Règle 6.5.5) indépendamment du Conseil, qui consiste notamment à :

- 6.6.1 Recenser les compétences, l'expertise et l'expérience qui peuvent être nécessaires pour pourvoir un poste vacant au sein de l'organe concerné ;
- 6.6.2 Identifier et inviter les candidats correspondant au profil recherché à poser leur candidature pour un poste au sein de l'organe concerné ;
- 6.6.3 Annoncer publiquement et informer toutes les Fédérations membres et les Associations continentales des postes vacants, y compris les descriptifs de poste pour les organes concernés ;
- 6.6.4 Recevoir et évaluer les candidatures à des fonctions au sein des organes concernés, sur la base des critères énoncés dans la Règle 6.7, y compris en procédant aux enquêtes et en organisant les entretiens et réunions qu'il juge opportuns ;
- 6.6.5 Recommander au Conseil, dans les délais précisés à la Règle 6.8, les personnes qu'il juge les plus aptes à occuper le(s) poste(s) au sein des organes concernés ; et
- 6.6.6 Recommander au Conseil la révocation d'un membre d'un organe concerné conformément à la Règle applicable ou, s'il n'y a pas de Règle applicable, à la suite d'une procédure au cours de laquelle les principes de justice naturelle seront respectés à l'égard du membre dont la révocation est proposée, avant qu'une décision ne soit prise par le Conseil.

## 6.7 Critères de nomination

- 6.7.1 Sous réserve de la Règle 5 (Commissions et Groupes de travail), dans le cadre des recommandations formulées au Conseil au sujet des personnes nommées pour siéger dans les organes visés aux Règles 6.5.1 à 6.5.4, le Panel de nomination doit s'attacher au mérite et, ce faisant, tient compte des critères suivants concernant le candidat et les autres membres de l'organe concerné :
  - a. Une expérience préalable significative quant à la nature du travail effectué par l'organe concerné ou du sujet relevant de sa compétence ;
  - b. Des connaissances et de l'expérience acquises concernant l'Athlétisme ;
  - c. Des compétences, des aptitudes et de l'expérience professionnelles, y

compris des compétences et de l'expérience spécifiques dans le domaine d'activité de l'organe concerné ;

- d. La connaissance et l'expérience des organisations communautaires, sportives ou à but non lucratif en général ;
- e. La nécessité d'assurer un équilibre entre les sexes parmi les membres (représentation minimum de 30 % pour chaque sexe) ;
- f. La nécessité d'assurer un équilibre géographique, en limitant à un (1) le nombre de personnes provenant d'un même pays, sauf à titre exceptionnel ;
- g. La nécessité de minimiser les conflits d'intérêts ;
- h. La capacité d'apporter des points de vue divers et indépendants ;
- i. La nécessité de pouvoir compter sur un large éventail de compétences, d'expériences et de connaissances au sein de l'organe concerné ;
- j. La nécessité de tenir compte des exigences de continuité (c'est-à-dire que tous les membres de l'organe concerné ne quittent pas cet organe en même temps afin que les travaux de l'organe bénéficient d'une mémoire institutionnelle préservée).

## 6.8 Calendrier des nominations

Le Panel de nomination exerce ses fonctions et formule des recommandations au Conseil au sujet des personnes qu'il propose pour siéger dans les organes visés aux Règles 6.5.1 à 6.5.4 des présentes Règles, au plus tard sur la base du calendrier suivant :

- 6.8.1 Les propositions concernant les personnes recommandées pour le Panel de vérification d'éligibilité et le Tribunal disciplinaire doivent être soumises au Conseil au plus tard en mars de l'année d'un Congrès électoral, afin que le Conseil puisse transmettre ses recommandations au Congrès au plus tard en juillet de l'année du Congrès électoral ;
- 6.8.2 Les propositions concernant les personnes recommandées pour siéger au Panel de sélection doivent être soumises pour approbation au Conseil au plus tard en mars de l'année d'un Congrès électoral ;
- 6.8.3 Les propositions concernant les personnes recommandées pour siéger dans les Commissions doivent être soumises au Conseil dans les six (6) mois suivant un Congrès électoral ;
- 6.8.4 Les propositions concernant les personnes recommandées pour siéger au Panel de surveillance des élections doivent être soumises au Conseil au plus tard douze (12) mois avant un Congrès électoral pour approbation par le Conseil et entérinement par le Congrès électoral ;
- 6.8.5 Lorsqu'une vacance survient (pour quelque raison que ce soit) pendant le mandat d'un membre de l'un quelconque des organes visés, la proposition concernant la personne recommandée pour pourvoir le poste doit être soumise au Conseil dans les délais prescrits par ce dernier.



## 6.9 Membres du Conseil siégeant dans les Organes indépendants

6.9.1 En plus des responsabilités qui lui incombent en vertu des Règles 6.5 à 6.8, le Panel de nomination a pour attribution d'évaluer les candidatures et de formuler des recommandations concernant les Membres du Conseil qui seront nommés par le Conseil pour siéger dans les Organes indépendants suivants :

- a. Le Bureau de l'Unité d'intégrité ;
- b. Le Panel de nomination au Bureau de l'Unité d'intégrité ; et,
- c. Le Panel de nomination au Bureau exécutif.

6.9.2 La procédure d'évaluation et de recommandation par le Panel de nomination des Membres du Conseil qui seront nommés pour siéger dans ces organes est régie par la Règle 3.5.7.

## 6.10 Composition du Panel de nomination

6.10.1 Le Panel de nomination se compose des cinq (5) personnes suivantes :

- a. Le Président (ou le Premier vice-président ou un autre Membre du Conseil, selon la décision du Président) ;
- b. Quatre (4) autres personnes nommées par le Conseil, parmi lesquelles :
  - (i) Deux (2) personnes qui disposent d'une expérience dans l'Athlétisme ; et,
  - (ii) Deux (2) personnes qui disposent d'une expérience pertinente dans les processus de nomination (telle que dans les ressources humaines ou le recrutement).

À condition qu'aucune des quatre (4) personnes ne soit Membre du Conseil, Officiel en exercice, Officiel d'une Fédération membre ou Officiel d'une Association continentale ; toutes devant être indépendantes de World Athletics.

6.10.2 Rien dans les présentes Règles n'empêche un ou plusieurs des membres indépendants du Panel de nomination de siéger également en tant que membre indépendant dans le Panel de nomination au Bureau de l'Unité d'intégrité (en vertu de l'Article 74.2(b) des Statuts) et/ou en tant que membre indépendant dans le Panel de nomination au Bureau exécutif (en vertu de l'Article 60.2(c) des Statuts).

6.11 **Éligibilité** : Tous les membres du Panel de nomination doivent impérativement être Éligibles conformément à l'Article 65 des Statuts (Éligibilité).

6.12 **Responsable** : Le responsable du Panel de nomination doit être l'une des personnes indépendantes décrites à la Règle 6.10.1(b) comme le décidera le Conseil.

6.13 Durée du mandat des membres du Panel de nomination

6.13.1 Le Conseil nomme les quatre (4) membres du Panel de nomination dans les trois (3) mois suivant la réunion du Congrès électoral.

- 6.13.2 Une fois nommés, les membres du Panel de nomination demeurent en fonction jusqu'à la fin de la prochaine réunion du Congrès électoral et pourront être nommés de nouveau pour un maximum de trois mandats. La présente Règle est subordonnée à la condition qu'ils restent Éligibles conformément à l'Article 65.

### Procédures applicables au déroulement des réunions

- 6.14 **Réunions** : Le Panel de nomination se réunit selon les besoins et de la manière qu'il juge appropriée, y compris par téléconférence.
- 6.15 **Quorum** : Le Panel de nomination se réunit et délibère valablement si trois (3) membres sont présents.
- 6.16 **Décisions** : Les décisions du Panel de nomination portant sur la recommandation de candidats à une fonction au sein de World Athletics sont prises à la Majorité simple.
- 6.17 Conflits et confidentialité
- 6.17.1 Tous les renseignements reçus par le Panel de nomination et ses délibérations demeurent confidentiels, sauf dans la mesure requise par la loi.
- 6.17.2 Si un membre du Panel de nomination considère qu'il est susceptible de se trouver en situation de conflit d'intérêts s'agissant de la nomination ou autre d'un candidat, il doit en informer le responsable qui, s'il le juge approprié, peut exiger que ledit membre quitte ses fonctions au sein du Panel de nomination pendant l'examen de cette nomination.
- 6.17.3 Si le responsable considère qu'il est susceptible de se trouver en situation de conflit d'intérêts, il doit en aviser le Président qui, s'il le juge approprié, peut exiger qu'il quitte ses fonctions au sein du Panel de nomination.
- 6.18 **Postes vacants au sein du Panel de nomination** : Tout poste laissé vacant au sein du Panel de nomination, que cette vacance soit due à un conflit d'intérêts, à une démission ou à une révocation, sera pourvu par voie de nomination par le Conseil, à moins qu'il ne s'agisse du Président, auquel cas le Premier vice-président sera désigné au Panel de nomination.
- 6.19 **Révocation** : Le Conseil peut révoquer tout membre du Panel de nomination avant l'échéance de son mandat, si le Conseil estime, à sa seule discrétion, que :
- 6.19.1 Le membre a un conflit d'intérêts qui n'a pas été résolu de façon satisfaisante par le responsable ou le Président ;
- 6.19.2 Des circonstances existent qui peuvent donner lieu à une question de partialité réelle ou apparente dans la composition et/ou le fonctionnement du Panel de nomination ;
- 6.19.3 Le membre n'est plus Éligible conformément à l'Article 65.2 des Statuts (Éligibilité).
- Toute révocation d'un membre du Panel de nomination en vertu des présentes Règles doit être consignée dans le Rapport annuel du Conseil (Article 79 des Statuts).
- 6.20 **Procédure** : Avant toute révocation d'un membre du Panel de nomination, le Conseil doit aviser le membre de sa proposition de le révoquer et donner audit membre et aux autres membres du Panel de nomination l'occasion de présenter des observations sur la révocation proposée.

## 7. Audits

### Aperçu

7.1 La présente Règle 7 énonce les règles suivantes applicables aux audits :

7.1.1 Objet des audits ;

7.1.2 Auditeurs ; et,

7.1.3 Rapports d'audit.

### Objet des audits

7.2 Trois (3) audits doivent être entrepris chaque année pour chaque Exercice financier, qui doivent faire l'objet d'un rapport aux Fédérations membres et aux Associations continentales, en vertu des Statuts :

7.2.1 Un audit des états financiers annuels de World Athletics conformément à l'Article 79.2 des Statuts (« l'Audit financier ») ;

7.2.2 Un audit du respect par World Athletics des obligations en matière de gouvernance et de conformité à l'éthique définies dans ses Statuts, Règles et Règlements, conformément à l'Article 79.3(a) des Statuts (« l'Audit relatif à la gouvernance ») ; et,

7.2.3 Un audit du respect par World Athletics du programme antidopage et d'intégrité, qui comprend également l'Unité d'intégrité, défini dans les présents Statuts, les Règles et Règlements, conformément à l'Article 79.3(b) des Statuts (« l'Audit relatif à l'intégrité »).

7.3 Audit financier

7.3.1 L'audit financier a pour objet de vérifier les comptes annuels de World Athletics par rapport aux Normes internationales d'audit ou à toute autre norme exigée par la loi applicable ou décidée par le Bureau exécutif (sur recommandation du Comité d'audit et des finances).

7.4 Audit relatif à la gouvernance

7.4.1 L'Audit relatif à la gouvernance n'a pas pour objectif de procéder à une vérification sur la base d'une norme externe ou un référentiel en matière de gouvernance/éthique, mais d'évaluer la conformité ou non aux Statuts, Règles et Règlements de World Athletics relatifs à la gouvernance et aux questions éthiques.

7.4.2 En particulier, l'Audit relatif à la gouvernance comprend une vérification de la conformité aux Règles et Règlements applicables concernant :

a. Le Congrès ;

b. Le Conseil ;

c. Le Bureau exécutif (y compris le Panel de nomination au Bureau exécutif) ;

d. Les Commissions et Groupes de travail ;

- e. Le Président / les Vice-présidents / le Directeur général ;
- f. Le Panel de nomination ;
- g. Le Panel de surveillance des élections ;
- h. Le Panel de vérification d'éligibilité et le Panel de sélection ;
- i. Les Règles applicables aux conflits d'intérêts, aux divulgations d'informations et aux cadeaux ;
- j. Les Règles du Congrès.

## 7.5 Audit relatif à l'intégrité

7.5.1 Sauf dans la mesure spécifiée ci-dessous, l'Audit relatif à l'intégrité ne vise pas à procéder à une vérification sur la base d'une norme externe ou de référence, mais à vérifier le programme antidopage et d'intégrité de World Athletics, y compris l'Unité d'intégrité de l'athlétisme, afin d'évaluer la conformité ou non par rapport aux Statuts, Règles et Règlements.

7.5.2 En particulier, l'Audit en matière d'intégrité comprend une vérification du respect des Règles et Règlements applicables :

- a. Par le Bureau de l'Unité d'intégrité ;
- b. Par le Président du Bureau de l'Unité d'intégrité / le Directeur de l'Unité d'intégrité ;
- c. De la conformité du programme antidopage avec les Règles, y compris le Code de conduite en matière d'intégrité (qui comprend le respect du Code, de l'éducation, des contrôles et enquêtes, de la gestion des résultats et des poursuites de l'AMA) ; et,
- d. De la conformité au programme d'intégrité (y compris l'éducation, les enquêtes et les poursuites).

7.6 La nature spécifique et le coût de chacun des audits font l'objet d'un accord entre le Bureau exécutif et les Auditeurs.

## Auditeurs

7.7 L'auditeur désigné pour les audits doivent être dûment qualifiés et expérimentés et sont indépendants de World Athletics. En particulier :

- 7.7.1 L'auditeur chargé des Audits financiers doit être un comptable agréé en exercice ;
- 7.7.2 L'auditeur chargé de l'Audit de la gouvernance doit avoir de l'expérience en matière d'audit de la gouvernance ;
- 7.7.3 L'auditeur chargé de l'Audit en matière d'intégrité doit avoir de l'expérience dans les procédures d'audit telles que l'homologation ISO ou autre accréditation similaire et, si nécessaire, un auditeur supplémentaire peut être désigné pour procéder à un

audit du programme antidopage.

- 7.8 Rien dans les présentes Règles n'empêche des personnes ou des sociétés d'être désignées en tant qu'auditeur chargé de deux (2) audits ou plus, si elles satisfont aux conditions énoncées dans la Règle 7.7.
- 7.9 Les auditeurs sont désignés par le Congrès sur recommandation du Bureau exécutif (Article 27.1(m) des Statuts) au terme de la procédure suivante :
- 7.9.1 Avant chaque deuxième Congrès ordinaire, le Bureau exécutif invite, sur la base d'un appel d'offres ouvert, les auditeurs à soumissionner ou à manifester leur intérêt ;
- 7.9.2 Les offres sont évaluées en tenant compte des éléments que le Bureau exécutif jugera appropriées, notamment le prix, la prestation fournie, la réputation et les audits préalablement entrepris pour World Athletics, les Associations continentales ou les Fédérations membres ;
- 7.9.3 Le Bureau exécutif formule une recommandation au Congrès concernant les auditeurs qui seront désignés pour les deux (2) Exercices financiers suivants, au plus tard deux (2) mois avant le Congrès en question.

### Rapports d'audit

- 7.10 Au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'Exercice financier de l'audit, les auditeurs préparent et soumettent au Bureau exécutif un rapport écrit final au terme de chaque audit effectué.
- 7.11 Les rapports d'audit sont :
- 7.11.1 Inclus dans le Rapport annuel du Conseil pour l'Exercice financier précédent qui sera communiqué aux Fédérations membres et aux Associations continentales au plus tard le 31 juillet de l'année entre les réunions du Congrès ordinaire (Articles 79.4(e) et 79.5(b) des Statuts) ; et
- 7.11.2 Publiés sur le Site Internet (Article 79.5(c) des Statuts).
- 7.12 L'auditeur de chaque rapport d'audit assiste au Congrès et présente les rapports d'audit des deux (2) Exercices financiers précédant le Congrès pour approbation.

## 8. Normes applicables en matière de transparence

### Aperçu

- 8.1 La présente Règle 8 énonce les Normes applicables à World Athletics en matière de transparence, conformément à l'Article 80.1 des Statuts.

### Informations publiées

- 8.2 Sous réserve de la Règle 8.4 (données personnelles et commercialement sensibles), les informations suivantes seront rendues publiques sur le Site Internet :
- 8.2.1 Les Statuts (y compris les versions identifiant les différences par rapport à la version précédente) ;
- 8.2.2 L'ensemble des Règles et Règlements (y compris les versions identifiant les différences par rapport à la version précédente) ;

- 8.2.3 Un organigramme présentant l'ensemble de la structure de World Athletics, y compris les Fédérations membres, les Associations continentales, le Personnel, le Directeur général, le Président, les Vice-présidents, le Bureau exécutif, le Conseil, les Commissions et Groupes de travail, les Organes indépendants et le Congrès ;
- 8.2.4 Un organigramme du Personnel comprenant les profils et photographies du Directeur général et des Directeurs ;
- 8.2.5 Les profils, photographies, coordonnées de la Fédération membre ou de l'Association continentale (le cas échéant), ainsi que les dates du mandat du Président, du Premier vice-président, des Vice-présidents, des Membres du Bureau exécutif et des Membres du Conseil ;
- 8.2.6 Les profils, photographies et coordonnées de la Fédération membre ou de l'Association continentale (le cas échéant) des Présidents de chaque Commission, Groupe de travail et Organe indépendant, ainsi que les noms et pays d'origine de tous les autres membres ;
- 8.2.7 La liste des Fédérations membres et des Associations continentales, y compris le nom, la fonction et les coordonnées de la Fédération membre ou de l'Association continentale du Président et du Directeur général (ou équivalent) ;
- 8.2.8 Le Plan mondial pour l'athlétisme en vigueur (y compris les plans précédents) ;
- 8.2.9 Le Plan stratégique en vigueur (y compris les plans précédents) ;
- 8.2.10 Les Rapports annuels du Conseil (y compris les rapports précédents) ;
- 8.2.11 Les États financiers annuels vérifiés (y compris les États financiers vérifiés antérieurs) ;
- 8.2.12 La rémunération annuelle et les indemnités afférentes aux postes d'Officiel, notamment le Personnel qui occupe les postes suivants, sous réserve de la confidentialité requise ou si autrement exigé par la loi :
- a. Les Membres/membres du Bureau exécutif, du Conseil, du Bureau de l'Unité d'intégrité, des Commissions, des Groupes de travail, des comités du Bureau exécutif et de tous les Organes indépendants ;
  - b. Les postes qui relèvent du Bureau exécutif, du Conseil ou du Bureau de l'Unité d'intégrité, y compris le Directeur général et le Directeur de l'Unité d'intégrité ;
  - c. Les postes qui relèvent directement du Directeur général ou du Directeur de l'Unité d'intégrité ; et
  - d. Tout autre poste pour lequel la loi exige divulgation de la rémunération et des indemnités annuelles qui y sont attachées ;
- À condition que** la rémunération et les indemnités du Personnel dans les postes décrits aux (c) et (d) ci-dessus puissent être divulguées collectivement soit en décrivant la fourchette de rémunération ou le nombre de membres du Personnel dans chaque fourchette de rémunération, soit d'une autre manière spécifiée dans toute politique de rémunération décidée par le Bureau exécutif.

- 8.2.13 Les documents relatifs au Congrès suivants :

- a. L'ordre du jour ;
- b. Tous les documents, rapports et présentations (y compris les éventuels enregistrements) ;
- c. Un résumé des décisions de la réunion ; et
- d. Le résultat de l'ensemble des votes (y compris en ce qui concerne les élections).

8.2.14 Les documents relatifs au Conseil de World Athletics suivants :

- a. L'ordre du jour ;
- b. Tous les rapports et présentations autres que ceux qui sont confidentiels ou commercialement sensibles ;
- c. Un résumé des décisions de la réunion ;
- d. Le résultat de l'ensemble des votes (pour et contre).

8.2.15 Chaque année, les documents relatifs aux Commissions et Groupes de travail suivants :

- a. L'ordre du jour des réunions ;
- b. Un résumé des décisions prises lors des réunions.

8.2.16 La liste des Entités apparentées à World Athletics, y compris la nature de la participation de World Athletics dans ces Entités.

### **Protection de la vie privée**

8.3 En vertu des normes applicables en matière de transparence, World Athletics s'engage à se conformer à toutes les lois pertinentes en matière de protection de la vie privée et des données personnelles.

### **Informations confidentielles**

8.4 En vertu des normes applicables en matière de transparence, le Directeur général peut refuser la publication de toute information confidentielle ou commercialement sensible.

## **9. Entités apparentées**

### **Aperçu**

9.1 La présente Règle 9 énonce les dispositions générales applicables aux relations de World Athletics avec ses Entités apparentées.

### **Entités apparentées**

- 9.2 En vertu de l'Article 47.2(v) des Statuts, le Conseil a le pouvoir et la responsabilité d'établir les organes ou entités qu'il juge nécessaires et d'en contrôler les activités en vue de promouvoir les Buts de World Athletics et dans lesquels World Athletics détient une participation, sur recommandation du Bureau exécutif (ci-après dénommés les « Entités apparentées »).
- 9.3 Les Entités apparentées de World Athletics sont les entités, entreprises, sociétés, partenariats ou associations dans lesquels World Athletics (ou l'une quelconque de ses Entités apparentées) détient une participation, directement ou indirectement (y compris par voie d'un pouvoir de nomination).
- 9.4 Les Entités apparentées à World Athletics, dont la liste peut être modifiée périodiquement par le Conseil, sont les suivantes :
- 9.4.1 La Fondation internationale d'athlétisme (IAF), une association immatriculée en Principauté de Monaco, qui est chargée d'assister bénévolement World Athletics et les instances nationales qui lui sont affiliées, afin d'encourager et de promouvoir l'Athlétisme dans le monde entier. Le Président ou président sortant est le Président de l'IAF. World Athletics est également le seul bénéficiaire de tout excédent d'actifs en cas de dissolution de l'IAF.
- 9.4.2 Diamond League AG, une société anonyme (*public limited company*) immatriculée en Suisse, responsable de la gestion de la Ligue de diamant, dont World Athletics détient 35,20 % des parts.
- 9.4.3 World Athletics Productions Limited, une société privée en commandite par actions immatriculée au Royaume-Uni. Ses actionnaires sont World Athletics Properties Limited et ITN Productions Athletics Limited (filiale à 100 % de Independent Television New Limited), qui détiennent chacune 50 % des actions. Cette société a été constituée sous la forme d'une coentreprise (joint-venture) chargée de la production d'événements de World Athletics.
- 9.4.4 World Athletics Properties Limited, une société en commandite par actions immatriculée au Royaume-Uni et filiale à 100 % de World Athletics. Cette société holding a été constituée pour diverses entreprises commerciales.

## 10. Violations des règles et litiges

- 10.1 La présente Règle 10 énonce la procédure à suivre en cas de violation des présentes Règles et pour tout litige.

### Violations des Règles

- 10.2 Toute violation des présentes Règles constitue une violation du Code de conduite en matière d'intégrité et fera en conséquence l'objet d'une enquête et de poursuites par l'Unité d'intégrité de l'athlétisme en vertu des Règles de l'Unité d'intégrité de l'athlétisme applicables aux signalements, aux enquêtes et aux poursuites (violations sans lien avec le dopage) et d'une éventuelle procédure d'exécution en vertu des Règles du Tribunal disciplinaire.
- 10.3 Le Président, un Membre du Conseil, un Membre du Bureau exécutif ou le Directeur général peuvent saisir l'Unité d'intégrité de l'athlétisme de toute violation potentielle des Règles de l'Unité d'intégrité de l'athlétisme applicables aux signalements, aux enquêtes et aux poursuites (violations sans lien avec le dopage) et demander l'ouverture d'une procédure pour violation en vertu des Règles du Tribunal disciplinaire de World Athletics.



## Litiges

- 10.4 Tout litige survenant entre World Athletics et une Fédération membre ou une Personne concernée en relation avec les présentes Règles sera soumis à l'arbitrage devant le TAS, à l'exclusion de tout autre tribunal ou instance. En particulier, la validité, la légalité et/ou l'interprétation ou l'application correcte des présentes Règles ne peuvent être contestées que (a) par le biais d'une procédure ordinaire déposée devant le TAS ; et/ou (b) dans le cadre d'un appel interjeté devant le TAS conformément à la Règle 10.5 des présentes Règles.
- 10.5 Toute Personne concernée peut faire appel d'une décision finale rendue par le Conseil en vertu des présentes Règles devant le TAS, conformément à la présente Règle, en déposant une Déclaration d'appel auprès du TAS et de World Athletics dans les trente (30) jours suivant la date de communication des motifs écrits de la décision. World Athletics sera l'intimée à l'appel.
- 10.6 Le TAS entend et tranche définitivement le litige ou l'appel conformément aux dispositions pertinentes du *Code de l'arbitrage en matière de sport*, sous réserve que l'athlète dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter du dépôt de la Déclaration d'appel pour déposer son Mémoire d'appel, et World Athletics dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception du Mémoire d'appel pour déposer sa Réponse. Le litige ou l'appel est régi par les Statuts et les Règles, les lois de Monaco s'appliquant subsidiairement. En cas de conflit entre l'un des instruments susmentionnés et le *Code de l'arbitrage en matière de sport* alors en vigueur, les instruments susmentionnés prévalent. La procédure devant le TAS se déroule en anglais, à moins que les parties n'en conviennent autrement. En attendant que le TAS statue sur le litige ou l'appel, les Règles faisant l'objet de la contestation et/ou la décision faisant l'objet de l'appel (selon le cas) restent pleinement en vigueur, à moins que le TAS n'en décide autrement.
- 10.7 La décision du TAS sur le litige ou l'appel est définitive et s'impose à toutes les parties. Toutes les parties renoncent irrévocablement à tout droit d'appel, de révision ou de recours par ou devant un tribunal ou une autorité judiciaire à l'égard d'une telle décision, dans la mesure où cette renonciation peut être valablement faite.